



P N
U D

Un développement axé sur les gens



PHOTO DE COUVERTURE : Trois cents travailleurs dégagent un cours d'eau au Bhoutan, dans le cadre d'une initiative nationale, appuyée en partie par le PNUD, visant à abaisser le niveau du lac glaciaire Thorthormi qui menace de déborder en raison de la fonte rapide de la glace et de la neige.

TABLE DES MATIÈRES

Avant-propos	1
Introduction : <i>Un développement axé sur les gens</i>	2
Le PNUD en action :	
Réduction de la pauvreté et réalisation des OMD	8
<i>Gros plan</i>	
<i>Mongolie : Créer une économie résiliente</i>	12
Gouvernance démocratique.....	14
<i>Gros plan</i>	
<i>Tanzanie : Assurer le bon déroulement des élections....</i>	18
Prévention de crises et relèvement	22
<i>Gros plan</i>	
<i>Irak : Renforcer la sécurité pour favoriser l'autonomie des femmes.....</i>	26
Environnement et développement durable	28
<i>Gros plan</i>	
<i>Bélarus : Atténuer les effets des changements climatiques.....</i>	32
Le PNUD et le système des Nations Unies :	
<i>Unis dans l'action.....</i>	34
Le PNUD intra-muros : <i>Réforme de l'organisation</i>	36
Ressources du PNUD.....	38

LE PNUD EN ACTION

Le PNUD est une organisation axée sur les solutions et fondée sur les connaissances. Il aide les pays à atteindre leurs propres objectifs de développement et ceux dont il a été convenu sur le plan international, notamment les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD).

Notre organisation fait équipe avec les acteurs de tous les niveaux de la société et apporte son concours à la création de nations capables de résister aux crises, de stimuler et de maintenir le type de croissance qui améliore la qualité de la vie pour tous et toutes. Grâce à nos 129 bureaux de pays et par nos travaux dans plus de 176 pays et territoires, nous offrons à la fois une perspective mondiale et des connaissances locales. Intimement convaincus de ce que la vraie richesse des nations est leur population, nous voulons favoriser un pouvoir citoyen et accroître la résilience des nations.

Les quatre piliers du mandat du PNUD sont les suivants : réduction de la pauvreté et OMD ; gouvernance démocratique ; prévention des crises et relèvement; environnement et développement durable. Nous aidons les pays à réaliser des changements transformateurs qui correspondent à leur niveau de développement. Nous œuvrons pour instaurer un développement humain durable pour tous.

Le PNUD joue un rôle prédominant dans le domaine du développement du fait de décennies de présence universelle dans les pays et de son rôle de coordination qu'il exerce au nom du système des Nations Unies. Notre neutralité et notre présence de longue date sur le terrain sont d'une importance cruciale pour nous ouvrir l'accès à nos partenaires nationaux et nous gagner leur confiance. Ce sont les bases à partir desquelles nous aidons à renforcer des capacités de développement durable et à répondre aux besoins de développement émergents.

En 2010, comme par le passé, le PNUD a honoré ses engagements envers les gens et les pays qu'il dessert. En Haïti, nous avons lancé avec nos partenaires des initiatives « Argent contre travail » de grande envergure, qui ont employé 240 000 personnes au cours de l'année et permis de déblayer un million de mètres cubes de gravats. Au Kenya, nous avons apporté notre concours à l'organisation d'un référendum pacifique sur la constitution de ce pays, qui se relève des violences postélectorales d'il y a deux ans. Au Pakistan, suite aux inondations dévastatrices, nous avons lancé promptement un programme de relèvement rapide qui a aidé plus de 200 000 habitants des provinces les plus durement touchées à commencer à reconstruire leur existence.

En Moldova, grâce au soutien de nos partenaires, nous avons apporté notre concours à une vaste initiative de renforcement des capacités de transition pour aider les pouvoirs publics à réaliser des réformes cruciales, tandis qu'au Bangladesh, nous avons appuyé l'établissement d'une Commission des droits de l'homme et le déploiement de services de TIC nationaux favorables au développement. Nous avons aussi conclu des accords mondiaux de partenariat avec les gouvernements du Brésil et de la Chine, conforté et développé nos relations avec les réseaux de la société civile.

À l'avenir, fidèle à son objectif de favoriser un pouvoir citoyen et de construire des nations résilientes, le PNUD continuera d'agir par l'entremise de ses réseaux mondiaux pour permettre aux nations et aux communautés qui s'emploient à relever les défis de leur développement d'accéder aux idées et aux pratiques optimales dans ce domaine.



Helen Clark • ADMINISTRATEUR DU PNUD



L'Administrateur Helen Clark remet un titre de propriété et les clés d'une maison construite avec l'appui du PNUD au Pakistan. La bénéficiaire avait perdu sa maison lors des inondations de 2010.

Introduction

UN DÉVELOPPEMENT AXÉ SUR LES GENS

Tout le monde ne conçoit pas le développement de la même façon. Au PNUD, nous pensons que le « développement humain » consiste à étendre la gamme des choix dont les gens disposent pour leur permettre de mener une vie satisfaisante

129

Nombre de bureaux de pays du PNUD

et productive. La croissance économique a son importance, mais elle n'est qu'un moyen en vue de cette fin qu'est l'élargissement des choix. La réalisation de cette fin exige au premier chef un renforcement des capacités humaines, dont dépendent à leur

tour les aspirations des gens. Nous sommes convaincus que le bien-être et la qualité de la vie constituent la mesure la plus importante de la réussite du développement.

Il faut donc que les gens soient placés au cœur du développement humain, en tant que bénéficiaires ainsi qu'agents, en tant qu'individus ainsi que collectivement. Il faut, pour être autonomes, qu'ils disposent des outils et des connaissances nécessaires pour bâtir eux-mêmes leurs communautés, leurs États et leurs nations.

On ne saurait trop insister sur l'importance de la résilience dans la vision du développement humain qui est celle du PNUD. Nous entendons par là l'aptitude des gens ou des communautés à résister aux chocs, à gérer les crises et à en sortir plus forts. La résilience est au premier chef la qualité qui fait que les sociétés, les communautés et les familles résistent aux crises, qu'il s'agisse de catastrophes naturelles ou de la hausse des prix alimentaires, et qu'elles s'en remettent avec des effets négatifs limités dans le long terme et mieux préparées à essayer la prochaine crise.

Ces dernières années ont été dominées par des hausses marquées des prix des produits de base et par une crise financière et économique mondiale qui ont débouché sur la première récession mondiale depuis plusieurs décennies.

Mais on traite souvent les crises comme des événements ponctuels non récurrents, sans tenir compte de leurs causes sous-jacentes et des vulnérabilités auxquelles sont exposés de nombreux pays en développement.

Le PNUD est présent sur le terrain dans

176

pays et territoires.

PERSPECTIVES — Au cours des années à venir, le PNUD modifiera sa programmation afin de mieux refléter l'évolution des besoins et des priorités des pays et des gens qu'il dessert. Il y apportera notamment les changements suivants :

- Passage du plaidoyer et de la planification en faveur des OMD à une phase d'accélération avant l'échéance de 2015.
- Concentration accrue sur la gouvernance locale dans tous les domaines de pratique.
- Priorité à la résilience économique post-crise et catastrophe, notamment à la création de moyens de subsistance et de projets générateurs de revenus.
- Appui renforcé pour l'élaboration et la mise en œuvre de stratégies de développement à faibles émissions et résistant aux effets des changements climatiques.
- Mesures visant à assurer un financement des initiatives environnementales en faveur des pauvres.



Femmes du village de Grand Boulage, dans le centre d'Haïti, construisant des murs de pierre sur les berges d'un cours d'eau, en vue de limiter l'érosion. Ces villageoises participent à une initiative conjointe « Argent contre travail » du PNUD et du PAM qui crée des emplois temporaires et injecte des ressources financières des plus nécessaires dans l'économie locale après le séisme de janvier 2010. Ce programme particulier vise à la réhabilitation du bassin versant en vue de réduire les risques d'inondations.

HAÏTI • RECONSTRUIRE EN MIEUX APRÈS LE SÉISME DE 2010

Le 12 janvier 2010, un séisme d'une magnitude de 7,0 a frappé Haïti, faisant plus de 300 000 morts et déplaçant 1,5 million de personnes. Le monde a réagi promptement à la catastrophe, en envoyant de l'aide et des équipes de secours, en annonçant des contributions monétaires et des appuis en faveur d'un processus de relèvement, dans un pays qui connaissait déjà des taux élevés de pauvreté et d'inégalité. « Reconstruire Haïti en mieux » constitue un défi de taille qui exigera plusieurs années d'efforts.

Le PNUD s'est fixé pour tâche d'aider le pays à reconstruire et à devenir plus résilient. Tout au long de l'année 2010, il s'est employé à favoriser une transition rapide menant au relèvement dans le long terme. Il a rétabli les moyens d'existence, l'infrastructure gouvernementale et les services publics, et apporté à ceux et à celles qui avaient survécu l'espoir et les moyens de reconstruire leur vie.

Durant l'année dernière, en partenariat avec le Programme alimentaire mondial (PAM), le PNUD a employé **240 000 personnes** touchées par le séisme, déblayé **un million de mètres cubes** de gravats, apporté des

contributions notables à la coordination et à la transparence de l'aide internationale tandis que les annonces d'aide continuaient d'affluer. Il a aussi aidé le gouvernement à tous les niveaux à rétablir l'infrastructure physique et les ressources humaines essentielles pour l'avenir d'Haïti.

Dans le cas d'Haïti, le relèvement est bien plus qu'une affaire de reconstruction des logements et de rétablissement des moyens d'existence et de l'infrastructure. Il exige une reconstruction de communautés et d'institutions toutes entières. De nombreux cadres gouvernementaux et dirigeants locaux ont péri dans la catastrophe, ainsi

que des milliers de fonctionnaires. Les bâtiments de l'administration de l'État sont en ruines et l'infrastructure publique déjà faible pratiquement réduite à néant.

Le PNUD aide le gouvernement à établir un plan de relèvement à long terme, qui repose sur la conviction qu'il ne saurait y avoir de véritable relèvement sans que l'on donne aux Haïtiens les moyens de s'atteler eux-mêmes à cette tâche.

Nos projets « Argent contre travail » et « Nourriture contre travail » mis en œuvre en association avec le PAM s'inscrivent dans le cadre d'un programme de grande envergure à forte intensité de main-d'œuvre qui a fourni du travail à ceux et celles qui avaient perdu leurs moyens d'existence. Les emplois ainsi créés ont permis aux communautés d'assurer elles-mêmes le déblayage des décombres, le nettoyage des canaux d'évacuation de l'eau et le ramassage des ordures dans les quartiers ravagés par le séisme. Ces programmes d'emplois temporaires, entrepris en coopération avec d'autres organismes des Nations Unies, de communautés locales et d'organisations non gouvernementales (ONG) apportent une injection vitale de capitaux dans l'économie locale. On estime que **1,2 million de personnes** en ont bénéficié jusqu'à présent.

Le PNUD s'emploie à bâtir des sociétés et des institutions résilientes, capables de faire face aux menaces qui pèsent sur la paix, les moyens d'existence, l'environnement et la santé humaine. Son rôle dans les situations de crise est donc devenu plus vital et plus pertinent que jamais. Les grands chocs qui secouent notre monde peuvent remettre en cause les acquis et la réalisation des objectifs à long terme du développement, en particulier dans les pays qui connaissent déjà de graves difficultés dans les domaines de l'économie et du développement.

Son partenariat avec les pays visant à instaurer un développement qui permette de résister à ces crises exige des interventions intégrées unissant toute une gamme d'acteurs locaux, nationaux et internationaux. La réussite, telle que la définit le PNUD, repose sur l'aptitude à œuvrer en coopération et à partager les connaissances. C'est du partenariat que proviennent les meilleures idées.

Notre travail

Le PNUD fournit des résultats au niveau des pays dans quatre domaines phares : la réduction de la pauvreté et la réalisation des OMD, la gouvernance démocratique, la prévention des crises et le relèvement, l'environnement et le développement durable. Nous œuvrons dans ces quatre grands domaines, car il est impératif d'agir simultanément sur tous ces fronts pour obtenir des progrès au niveau de la nation.

Partenaire multilatéral neutre et impartial, présent dans toutes les régions du monde, le PNUD s'emploie à créer des nations et des communautés résilientes par des mesures s'inscrivant dans le long terme et visant à la création d'institutions et au renforcement des capacités des gens à déterminer leur avenir. Nos contributions en faveur du développement humain relèvent directement de notre mandat multisectoriel.

FENU • OFFRE DE SERVICES FINANCIERS AUX PAUVRES DU PACIFIQUE

Pour Raj Dulari, 70 ans, finis les longs périples pour se rendre au bureau de poste de Nausori (Fidji) et les heures passées à faire la queue. Finie aussi la peur de ne plus percevoir sa pension mensuelle de l'assistance sociale (32 dollars) si elle n'arrivait pas à la poste à temps.

Raj Dulari, veuve habitant une communauté agricole isolée de Fidji, fait partie des 17 000 pensionnés de l'assistance sociale qui sont entrés dans l'ère des paiements électroniques. Sa pension est désormais virée directement à son compte en banque, ce qui constitue un progrès appréciable pour elle et pour les autres pensionnés appartenant à la catégorie des personnes âgées, handicapées ou souffrant de maladies chroniques.

Raj Dulari est l'une des bénéficiaires du Programme du Pacifique pour l'accès aux services financiers, initiative conjointe du Fonds d'équipement des Nations Unies (FENU), du Programme d'aide étrangère du Gouvernement australien (AusAID), du PNUD et de l'Union européenne (UE). Le programme vise à étendre l'accès aux services financiers aux populations à faible revenu, rurales et vulnérables des îles du Pacifique, notamment de **FIDJI**, des **ÎLES SALOMON**, de la **PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE**, du **SAMOÀ**, des

TONGA et du **VANUATU**. Ce secteur se heurte dans la région à des difficultés considérables qui limitent sa couverture. Les obstacles tiennent en particulier à l'isolement géographique, aux opportunités économiques limitées et à l'ignorance en matière de services financiers.

En fait, quelque 6,5 millions d'habitants de ces îles et 80 % de leur population à faible revenu n'ont pas accès aux services financiers, formels ou informels. L'expansion de ces services, notamment l'épargne, les systèmes de paiements nationaux et internationaux, les microassurances et le microcrédit peuvent améliorer la sécurité financière des ménages du Pacifique, améliorer l'accès à la santé et à l'éducation et augmenter l'offre d'activités génératrices de revenus.

À Fidji, le FENU, avec le PNUD, le gouvernement et l'AusAID, est parvenu à remplacer un système peu sûr et coûteux de versement des allocations en numéraire pour les bénéficiaires à très faible revenu, en majorité des femmes, par un système de paiements électroniques à moindre coût qui permet de réaliser des économies pour tous les clients.

« Je suis heureuse que le Service d'assistance sociale ait abandonné son système de mandats », a déclaré Raj Dulari, alors qu'elle venait de recevoir sa toute première carte de retrait bancaire. « On m'a dit, à cette séance d'information, que mon allocation serait versée tous les mois à mon

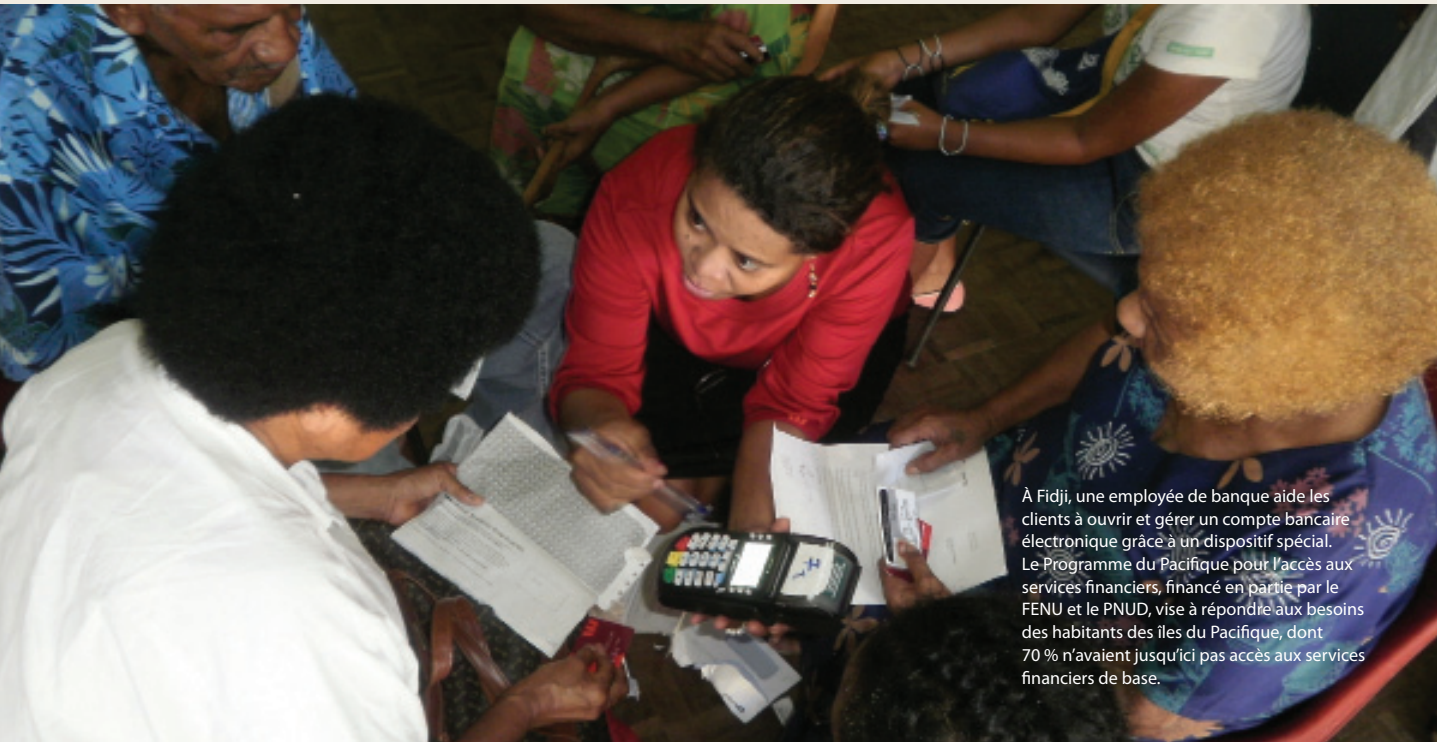
Au cours de la dernière décennie, de concert avec tout le système des Nations Unies, le PNUD a mené des actions de plaidoyer efficaces pour la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), ces huit grands buts dont les dirigeants mondiaux ont convenu en vue de réduire la pauvreté de moitié d'ici 2015. Les efforts déployés à cette fin ont porté en grande partie sur le renforcement des capacités institutionnelles au niveau national et local en vue de permettre l'élaboration de stratégies de développement fondées sur les OMD, ainsi que d'assurer le suivi de la réalisation des OMD et la publication de rapports sur les progrès accomplis.

Le PNUD continuera de se concentrer sur les interventions à forts effets multiplicateurs pour réduire la pauvreté et réaliser les OMD : investissements en faveur des femmes et des filles, actions ciblées dans les domaines de la protection sociale et de la création d'emplois, développement local et accès

à l'énergie pour les pauvres. Nous sommes déterminés à apporter des solutions qui auront des incidences positives durables sur notre environnement, pour le bénéfice des générations futures.

Le PNUD estime que les nations ne sauraient être résilientes si elles ne possèdent pas une population autonome et qui dispose des outils et des connaissances nécessaires pour réussir. Il croit également que les gens seront moins bien servis par leur nation et leurs institutions si celles-ci ne sont pas capables de résister aux crises et de répondre aux besoins de la population.

C'est pourquoi le PNUD continuera d'œuvrer en faveur d'un développement au service des peuples et des nations.



À Fidji, une employée de banque aide les clients à ouvrir et gérer un compte bancaire électronique grâce à un dispositif spécial. Le Programme du Pacifique pour l'accès aux services financiers, financé en partie par le FENU et le PNUD, vise à répondre aux besoins des habitants des îles du Pacifique, dont 70 % n'avaient jusqu'ici pas accès aux services financiers de base.

compte en banque et qu'avec ma carte de guichet automatique, je pourrais toucher mon argent quand je voudrais. »

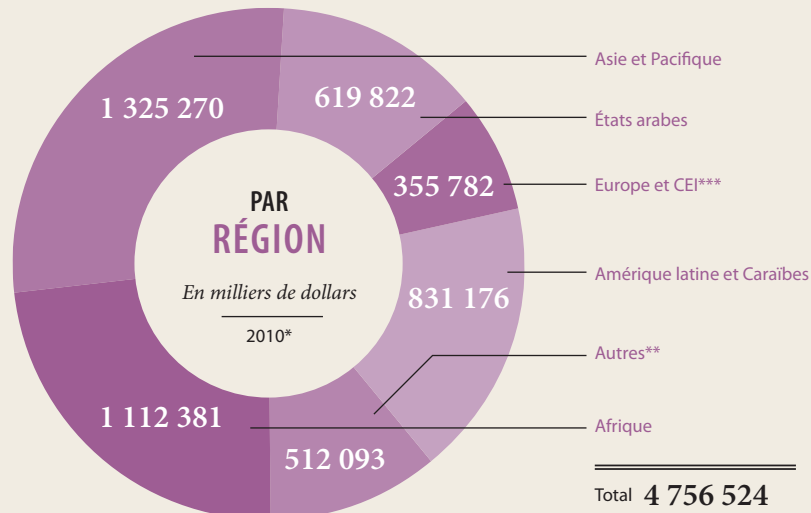
Dans le passé, les pensionnés de l'assistance sociale étaient souvent contraints de dépenser la moitié de leur allocation en frais de déplacement pour s'en aller toucher leur mandat à des distances considérables de chez eux. À présent, ils n'ont plus besoin de se déplacer ni de faire la queue pendant des heures. Leur argent est versé à leur compte en banque, ce qui encourage l'épargne et leur permet d'y accéder quand ils en ont besoin. Ils peuvent effectuer des retraits

à n'importe quelle agence de la banque Westpac ou à un guichet automatique, ou même chez n'importe quel commerçant client de la Westpac (épiceries, quincailleries et stations-services). On en compte plus de **1 000, répartis dans tous les pays.**

En partenariat avec les six banques centrales de la région, le Programme du Pacifique pour l'accès aux services financiers a également conclu des accords pour offrir à titre pilote des services financiers ayant recours à la téléphonie mobile (dits « argent mobile ») à Fidji, en Papouasie-Nouvelle-Guinée, au Samoa, au Tonga et au

Vanuatu. Dans certains pays, la couverture géographique de la téléphonie mobile est de 100 % et, dans la plupart, la majorité des ménages a aujourd'hui accès à un téléphone portable. On prévoit que ce service atteindra plus de **500 000 habitants des îles du Pacifique** d'ici la fin 2011. Selon des chiffres recueillis après le lancement du programme à Fidji et au Tonga, 25 à 30 % des personnes ayant obtenu un « porte-monnaie électronique » n'avaient jamais eu de compte en banque et faisaient donc là leur première expérience d'un système financier réglementé.

Répartition des dépenses de programme du PNUD



* Chiffres préliminaires au 28 février 2011

** Comprend les dépenses au titre de programmes mondiaux, régionaux et de pays non liées aux cadres de résultats du développement du Plan stratégique du PNUD, en sus des ressources pour les Services d'appui au développement, l'évaluation, le Bureau du Rapport sur le développement humain, le Groupe spécial pour la coopération Sud-Sud, le Bureau des études de développement, le Programme de déploiement d'économistes et les initiatives spéciales.

*** Communauté des États indépendants

Source : Groupe d'appui opérationnel/PNUD

RAPPORT SUR LE DÉVELOPPEMENT HUMAIN

ÉDITION DU 20E ANNIVERSAIRE

Le PNUD a célébré le 20e anniversaire de son Rapport sur le développement humain en publiant l'édition 2010 qui avait pour thème *La vraie richesse des nations : Les chemins du développement humain*. Le Prix Nobel Amartya Sen s'est joint au Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, et à l'Administrateur du PNUD, Helen Clark, pour le lancement de ce rapport historique qui a eu lieu le 4 novembre 2010 au siège des Nations Unies.

Le premier Rapport sur le développement humain, publié en 1990, avait analysé les indicateurs utilisés dans le domaine du développement au cours des décennies précédentes et conclu qu'il n'y a pas de lien automatique entre croissance économique et progrès humain. Il avait alors introduit un indice novateur, l'Indice de développement humain (IDH).

« Le Rapport a profondément influencé la conception que les décideurs politiques, fonctionnaires, journalistes, ainsi que les économistes et les autres spécialistes des sciences sociales se font du progrès social », a écrit Amartya Sen, qui a participé à l'élaboration de l'IDH pour le rapport de 1990, avec l'économiste Mahbub ul Haq (1934-1998), fondateur de la collection.

Le Rapport sur le développement humain a remis en question la validité des mesures strictement économiques des réalisations des pays. Il a contribué à jeter les fondations conceptuelles des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). Plus de 140 pays en développement ont, à ce jour, produit leurs propres Rapports nationaux sur le développement humain, dont 16 en 2010. Des Rapports régionaux sur le développement humain portant sur l'égalité des sexes en Asie et sur l'inégalité en Amérique latine ont également été lancés en 2010.

Le Rapport 2010 montre que la plupart des pays en développement ont fait d'immenses progrès, encore que souvent sous-estimés, en matière de santé, d'éducation et de conditions de vie de base au cours des quelques décennies écoulées, un grand nombre des pays les plus pauvres affichant les avancées les plus considérables. Mais il documente également de profondes inégalités entre les sexes dans la plupart des pays, le creusement des disparités au sein des nations et entre elles et la persistance d'une extrême pauvreté « multidimensionnelle » touchant 1,7 milliard de personnes de plus de 100 pays.

Le PNUD a produit le Rapport sous forme imprimée et électronique en une dizaine de langues. Les médias internationaux lui ont accordé une vaste couverture, des plus positives, avec plus de 2 000 articles publiés au cours des semaines qui ont suivi son lancement, ainsi que des émissions de radio et télévision internationales et régionales. L'impact du Rapport sur Internet a été plus grand que jamais : plus de 220 000 mentions ont été affichées sur divers sites de par le monde; le site web du Rapport sur le développement humain (<http://hdr.undp.org>) a enregistré plus de quatre millions de visites de page et **180 000 téléchargements** du Rapport 2010. Ce site contient également des outils novateurs qui permettent aux visiteurs de constituer leur propre indice de développement.



Le Rapport sur le développement humain du PNUD « est devenu, à bien des égards, la publication de référence en matière de mesure de la pauvreté et de la précarité ».

— *The New York Times*
18 novembre 2010

1

Réduction de la pauvreté et réalisation des OMD



Appui apporté en 2010 par le PNUD à la réduction de la pauvreté et à la réalisation des OMD

13% Proportion des dépenses du PNUD directement liées aux progrès de la réalisation des OMD dans les pays de programme.

100 Nombre de planificateurs économiques des régions Afrique et Asie et Pacifique formés par le PNUD à l'intégration de la dimension de genre dans les stratégies de réduction de la pauvreté, les politiques économiques et les plans de finances publiques au niveau national.

29 Nombre de pays dans lesquels le PNUD a été le bénéficiaire principal de subventions nationales octroyées par le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme.

L'ANNÉE 2010 A MARQUÉ LE 10E ANNIVERSAIRE de l'adoption de la Déclaration du Millénaire et des huit OMD. Ces objectifs visent principalement et globalement à réduire la pauvreté dans le monde de moitié d'ici 2015.

À l'occasion de cette année historique, les Nations Unies ont organisé en septembre 2010 un Sommet des OMD. Au cours de l'événement, le PNUD a lancé le Cadre d'accélération de la réalisation des OMD, qui repose sur des données recueillies au niveau des pays en matière de réussites et d'échecs sur la voie de la réalisation des objectifs. Le PNUD a appliqué le cadre à titre pilote dans 10 pays, en partenariat avec les autorités gouvernementales. Chaque pays a choisi un OMD et a déterminé les facteurs qui freinaient les progrès, formulé des solutions pour y remédier et identifié des partenaires pour appliquer ces solutions.



Une femme employée par l'entremise du Système national de garantie de l'emploi rural dans le district de Bhilwara du Rajasthan accède à son dossier à un Kiosque d'information populaire, à technologie biométrique, mis en place avec l'appui du PNUD. Les kiosques s'inscrivent dans le cadre d'efforts du PNUD et du gouvernement pour responsabiliser les travailleurs et accroître la transparence et la redevabilité du plus grand système de garantie de l'emploi du monde.

En **COLOMBIE**, l'un des pays pilotes, le gouvernement a appliqué le Cadre d'accélération au niveau local pour réduire les disparités marquées en matière de réalisation des OMD. Dans le département du Santander, les pouvoirs publics ont ainsi pu repérer la présence de graves obstacles à la réalisation de l'OMD 5, qui concerne la mortalité maternelle. Sur la base des données issues de l'application du Cadre d'accélération, le Gouvernement du Santander a conclu des partenariats d'une importance clé avec des organismes internationaux, des établissements d'enseignement locaux, des associations de dispensaires de santé privés et des groupes de parents. Aujourd'hui, le Santander est en bonne voie d'atteindre, d'ici 2015, les cibles nationales consistant à porter à 90 % le taux des femmes ayant effectué au moins quatre visites médicales prénatales, à réduire la mortalité due au cancer du col utérin à 5,5 pour 100 000 femmes et à ramener à 15 % le taux de grossesse chez les adolescentes.

Connaissances et savoir-faire au service de la **lutte contre la pauvreté**

Le PNUD fournit aux pays des conseils de politique reposant sur des bases factuelles et leur donne les moyens d'accéder aux ressources nationales et internationales et la capacité de les gérer. Ces atouts leur permettront d'obtenir des résultats robustes en matière de développement. En **JAMAÏQUE**, il a aidé le gouvernement à négocier avec ses créanciers nationaux un accord de conversion de dette, qui a été conclu en janvier 2010. L'opération a valu à l'État jamaïcain des économies de service annuel de 550 millions de dollars, soit 3 % du produit intérieur brut. Pour appuyer les initiatives de planification macroéconomique du gouvernement et seconder ses efforts visant à obtenir le soutien d'organisations multilatérales, le PNUD a financé un certain nombre d'études sur les dépenses fiscales et sur l'établissement de priorités dans les dépenses publiques.

Le PNUD s'emploie à apporter de réelles améliorations dans la vie des gens et à élargir la gamme des choix et des possibilités dont ils disposent.

Une ouvrière vérifie des pièces dans une usine du secteur de l'aérospatiale au Mexique. Le PNUD aide ce secteur en matière de technologie, de formation et de connaissances pour assurer sa compétitivité sur le marché international.



Le PNUD a apporté son concours à la création de la première Bourse des produits de base en **ÉTHIOPIE**, initiative novatrice à laquelle ont collaboré des entités publiques et privées et qui a modernisé la commercialisation des denrées agricoles en reliant les producteurs, les négociants, les acheteurs et les exportateurs à une place d'échanges polyvalente où ils se rencontrent face à face. On estime que 850 000 agriculteurs, soit environ 12 % du total national, bénéficient aujourd'hui de la Bourse des produits de base éthiopienne, qui a célébré en janvier 2011 son millième jour d'activité. Le montant des transactions effectuées s'élève à ce jour à plus d'un milliard de dollars. La Bourse des produits de base éthiopienne compte actuellement 450 membres et 5 400 clients et elle supervise une moyenne de 14 527 transactions par jour.

Associer les gens au développement

Le développement ne peut perdurer que lorsque l'on consent des investissements dans les gens et les institutions et que les pouvoirs publics sont sensibles à leurs administrés et responsables de leurs actes devant eux. En **ARMÉNIE**, le PNUD a concentré son appui sur la réduction de la pauvreté au niveau local, où des solutions du crû ont été appliquées.

Les projets de développement local ainsi mis en œuvre ont contribué à combler les considérables écarts socioéconomiques dans ce pays. Le PNUD a formé plus de 600 personnes qui ont fondé des petites entreprises dans certaines des communautés les plus reculées et les moins développées et il a accordé près d'un demi-million de dollars de prêts. Cet investissement a permis la création de plus de 290 entreprises. Par ailleurs, dans chacune des communautés où le PNUD lance des projets, des groupes de citoyens œuvrent avec des fonctionnaires municipaux pour déterminer les priorités budgétaires. Les projets de budget sont alors distribués à tous et font l'objet de débats lors d'audiences publiques, ce qui assure une large participation populaire.

Le développement ne peut perdurer que lorsque l'on consent des investissements dans les gens et les institutions.

Femmes et pauvreté

Un programme du PNUD, établi en partenariat avec la Fondation IKEA, accroît l'alphabétisation, les aptitudes au leadership et les opportunités économiques des femmes de l'Uttar Pradesh, l'État le plus peuplé de **l'INDE**. En février 2011, il avait atteint 42 000 femmes vivant dans 500 villages par l'entremise de groupes d'entraide nouvellement formés.

Les membres de ces groupes se voient dispenser des formations et des cours de sensibilisation à de multiples questions sociales intéressant particulièrement les femmes, notamment les compétences financières de base, la violence domestique, le travail des enfants, l'aide juridique et les droits qui leur sont reconnus dans le cadre de divers programmes gouvernementaux. Les femmes s'encouragent mutuellement à participer aux élections locales, 278 d'entre elles ayant été élues aux conseils locaux en 2010. Les participantes créent également des entreprises dont elles sont propriétaires et qu'elles gèrent. Dans le cadre de ce programme, le PNUD appuie l'homologation d'une fédération d'entreprises laitières qui emploie 12 000 femmes, ainsi que d'une fédération artisanale qui fournit des revenus à ses 5 000 membres.

En décembre 2010, en **SYRIE**, un projet appuyé par le PNUD favorisant l'autonomie des femmes et l'atténuation de la pauvreté s'inscrit dans le cadre d'un programme national qui favorise l'amélioration des conditions de vie des femmes par l'apport d'une large gamme d'opportunités sociales et économiques. Mis en œuvre par le ministère des Affaires sociales et du Travail, en coopération avec le PNUD, le projet apporte aux femmes des appuis en faveur des petites entreprises et leur offre des formations de base pour leur permettre de mieux s'occuper de leur ménage et de leurs enfants.

Le PNUD a également œuvré avec les administrations gouvernementales locales pour encourager les hommes à accorder des droits

Myanmar — Le programme de développement communautaire pour les collectivités isolées du PNUD offre une formation professionnelle et des prêts

aux personnes défavorisées, en particulier aux femmes vivant en milieu rural.

250 000

Nombre d'Arméniens ayant bénéficié des programmes de développement local du PNUD visant l'eau, l'assainissement, l'électricité, le gaz, la création d'emploi, la microfinance et la réhabilitation de l'environnement.

550 M\$

Montant économisé sur les paiements d'intérêts annuels en Jamaïque grâce aux négociations du PNUD avec les créanciers nationaux.

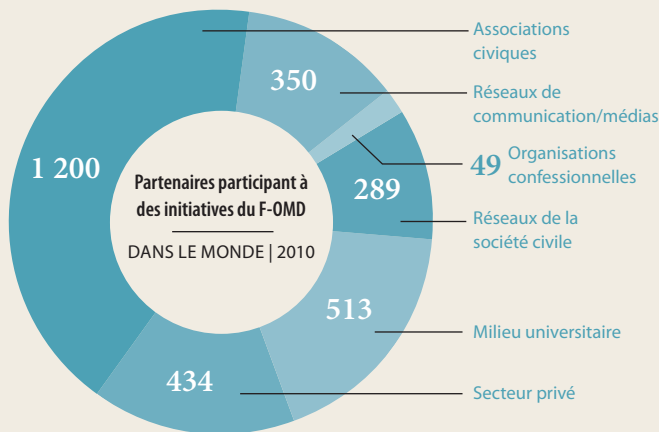
850 000

agriculteurs bénéficient de la Bourse des produits de base éthiopienne.

600+

Nombre de petits entrepreneurs formés par le PNUD en Arménie.





LE FONDS POUR LA RÉALISATION DES OMD

Le PNUD administre au nom du système des Nations Unies le Fonds pour la réalisation des OMD (F-OMD), initiative interorganisations qui appuie les efforts nationaux visant à réduire la pauvreté et l'inégalité et à réaliser les OMD. Le Fonds finance actuellement 128 programmes de développement conjoints, mis en œuvre dans 49 pays selon une démarche collective qui réunit près de 3 000 partenaires de la société civile, 20 organismes des Nations Unies et des entités gouvernementales nationales et locales de 29 pays.

En **ÉTHIOPIE**, le F-OMD finance un programme national de nutrition infantile, qui a formé près de 700 agents de santé dans 16 districts à la prise en charge des cas de malnutrition aiguë chez les enfants. Au cours du premier semestre 2010, dans tous les districts, 9 733 enfants dénutris ont reçu un traitement d'alimentation thérapeutique qui s'est avéré efficace pour 85 % d'entre eux. Le programme de nutrition accroît également les connaissances des instances gouvernementales et de groupes de la société civile de huit districts dans le domaine de la malnutrition infantile.

Le Fonds finance actuellement 128 programmes de développement conjoints dans 49 pays.



À Addis-Abeba, le 21 novembre 2010, 35 000 personnes ont participé à la plus grande course à pied jamais organisée sur le continent africain, la Grande course éthiopienne. Le F-OMD s'était associé à l'événement pour plaider en faveur des OMD.

Au **COSTA RICA**, un programme financé par le F-OMD permet d'améliorer l'accès des jeunes à des emplois décents. Des « centres polyvalents » ont été établis dans les municipalités de Desamparados et d'Upala, centres auxquels plus de 1 500 jeunes se sont adressés pour trouver des possibilités d'emploi ou de création d'entreprise. La priorité est accordée aux habitants des zones rurales, aux femmes, aux migrants et aux membres des minorités ethniques. La gamme des services offerts couvre, entre autres, la rédaction de curriculum vitae et la préparation aux entretiens d'embauche, la formation à l'élaboration de projets d'entreprise et des classes d'anglais et de création de site Web.

d'héritage aux femmes de leur famille, ce qui permet à celles-ci de présenter des garanties pour obtenir des micro-prêts.

À la fin 2010, le projet avait ciblé plus de 70 villages, en particulier dans les régions défavorisées du nord-est, et alloué des fonds à plus de 230 projets générateurs de revenus. Une formation avait été offerte à 3 145 femmes et 40 cours d'alphabétisation avaient été dispensés. La Ligue des États arabes a signalé cette initiative en tant que modèle pour la région.

VIH et sida

Le PNUD s'emploie, avec divers autres organismes des Nations Unies, des organisations internationales et des ONG locales, à renforcer les actions nationales face au VIH/sida. Au **LIBÉRIA**, la guerre civile avait endommagé ou détruit 95 % des établissements de santé du pays, accroissant de ce fait la vulnérabilité déjà élevée de la population à des maladies évitables telles que le paludisme, la tuberculose et le VIH/sida. Un programme géré par le PNUD a apporté au ministère de la Santé l'expertise requise pour lui permettre d'assumer les fonctions de bénéficiaire principal d'une subvention de plusieurs millions de dollars octroyée par le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme. Le PNUD a organisé plusieurs formations pour le personnel du ministère, assuré un encadrement sur place des travailleurs de santé de 15 comtés et organisé pour les cadres des visites d'étude au **GHANA** et au **RWANDA**, pays qui gèrent tous deux leurs programmes du Fonds mondial avec succès.

Ces efforts ont permis au ministère de la Santé du Libéria de formuler des procédures standard pour garantir la qualité de la prise en charge et des soins dispensés aux patients. Il est à présent doté d'un système de comptabilité informatisé et applique les normes généralement acceptées en matière d'information financière et d'audit. Avec l'appui du PNUD, le Service pharmaceutique national achète et fournit aujourd'hui des antirétroviraux d'une valeur de plus de 2 millions de dollars, soit près de quatre fois plus qu'avant le lancement du programme. À la fin 2010, plus de 150 000 personnes vivant avec le VIH/sida avaient reçu des traitements et des conseils d'accompagnement dans 114 nouveaux centres. De plus, des dizaines de milliers de femmes enceintes avaient subi des tests de dépistage du VIH, et le ministère de la Santé recevait directement les subventions du Fonds mondial et en assurait lui-même la gestion.

150 000 personnes ont reçu au Libéria, avec l'appui du PNUD, des traitements et des conseils de lutte contre le VIH/sida.

95% des partenaires du PNUD considèrent celui-ci comme un « partenaire essentiel » pour la réalisation des OMD.

5 000

Nombre de femmes membres de fédérations artisanales appuyées par le PNUD en Inde.

Liban — Préparation de sauce-tomate selon une recette régionale. Cette femme est membre d'une coopérative de femmes appartenant à un réseau national établi avec le concours du PNUD.



Mongolie : Créer une économie résiliente

Un programme novateur de microfinance du PNUD, lancé aux premiers stades de la transition de la Mongolie vers un régime démocratique, a transformé les conditions de vie de milliers de Mongols en créant des possibilités économiques et en contribuant à les protéger de la concurrence d'une économie de marché.

Au cours des années 1990, la Mongolie s'est engagée sur la voie d'une transformation qui l'a fait passer d'une économie planifiée de style soviétique à l'économie de marché. La libéralisation du marché, la réforme monétaire, la restructuration du secteur financier et la décentralisation administrative ont ouvert de nouvelles possibilités aux petites et moyennes entreprises.

Malgré une accélération impressionnante de la croissance économique dans le pays, les nettes améliorations qui en ont découlé n'ont pas bénéficié à toute la population. Les personnes vivant en deçà du seuil de pauvreté et les familles établies hors des centres urbains ont souvent été laissées pour compte.

Pour faire bénéficier les communautés défavorisées de la nouvelle libéralisation économique, le gouvernement a lancé à titre pilote un programme expérimental de microfinance avec l'appui du PNUD et de son programme mondial MicroStart.

En partenariat avec les pouvoirs publics et plusieurs ONG, le PNUD a fourni une subvention initiale d'un million de dollars pour permettre l'implantation dans le pays d'un programme MicroStart de microfinance, lequel a été officiellement établi en Mongolie en 1999. Au cours des années qui ont suivi, le cadre de réglementaire du microcrédit a été progressivement élaboré et la Banque asiatique de développement, *Mercy Corps* et d'autres bailleurs de fonds ont apporté leur concours à l'initiative. En 2001, ce programme est devenu la XacBank, banque commerciale indépendante, active sur le marché mongol.

Dès le lancement du projet, les services de microfinance, notamment les services financiers tels que crédit, assurance, transferts et surtout épargne, ont été axés sur les groupes à faible revenu. L'accès aux services de crédit s'est étendu aux régions rurales de la Mongolie et il continue de s'élargir grâce à des services bancaires mobiles.

Aujourd'hui, la XacBank est devenue une institution autonome qui dégage des bénéfices et qui possède un portefeuille de près de 85 000 prêts. Sa collaboration avec le PNUD a évolué, ses activités restant axées sur les pauvres. De 2006 à 2008, elle est devenue une institution financière partenaire qui octroie des prêts à des taux préférentiels aux petits entrepreneurs appuyés par le PNUD. En 2010, elle a élaboré un programme distinct de produits écologiques qui offre des prêts à faible taux d'intérêt pour les produits liés à l'énergie aux clients à faible revenu. Ces nouveaux programmes témoignent du dynamisme de la banque et de sa capacité ainsi que de sa volonté de lancer de nouveaux domaines, selon les besoins de sa clientèle et du pays.

1 000 000 \$

Montant de la subvention initiale du PNUD pour établir le programme de microfinance en Mongolie.

85 000

Nombre de prêts détenus actuellement en portefeuille par la XacBank.

250 000

Montant en togros (soit 200 dollars) du premier prêt obtenu par Tsetsegdelger Byamba.



Tsetsegdelger Byamba et son mari Hatanbaatar sont de ceux qui ont tout perdu à la suite de la dissolution de l'Union soviétique en 1991. Ils ont connu le chômage, l'une de leurs filles est tombée malade et un incendie a détruit leur maison.

Tsetsegdelger Byamba s'est adressée à la XacBank en 2004, qui lui a octroyé son premier prêt, d'un montant de 250 000 togrogs (environ 200 dollars) pour développer son entreprise de recyclage. Elle a reçu au cours des années suivantes d'autres microprêts pour construire une serre et pour acheter des poules et des coqs. « Ma vie, de 2000 à 2009, est un exemple du refus de l'abandon », dit-elle.

Son entreprise de recyclage s'est développée et elle produit à présent des sacs en coton réutilisables. Tsetsegdelger Byamba possède un élevage de volaille et une exploitation maraîchère qui prospèrent. Elle a même formé son propre groupe d'entraide pour femmes, qui peuvent ainsi contracter des emprunts auprès de la XacBank pour leurs petites entreprises.

2

Gouvernance démocratique

Action du PNUD dans le domaine de la gouvernance démocratique en 2010

128 pays bénéficient de l'appui du PNUD dans le domaine de la gouvernance démocratique.

60 pays reçoivent une aide du PNUD en matière électorale.

103 pays bénéficient de l'appui du PNUD dans leurs efforts nationaux de lutte contre la corruption.

LE PNUD JOUE UN RÔLE CLÉ en matière de renforcement de la gouvernance démocratique dans le monde. Nous apportons notre appui à une élection dans le monde, en moyenne tous les quinze jours (voir Gros plan : Tanzanie, p. 18) ; nous contribuons au renforcement d'un parlement national sur trois ; et nous aidons des dizaines de pays à veiller au respect de l'état de droit. Dans toutes ces activités, nous œuvrons en étroite coopération avec des entités nationales telles que ministères, institutions judiciaires, parlements et commissions électorales, auxquelles nous fournissons les conseils, l'infrastructure, l'organisation et la formation dont elles ont besoin pour prendre des décisions favorables à un changement durable.

En **IRAK**, le PNUD est intervenu avec la Mission d'assistance des Nations Unies pour appuyer les élections parlementaires nationales de mars



Électrice votant en Guinée lors du deuxième tour de l'élection présidentielle de 2010. Le PNUD a fourni un appui technique clé, allant de la fourniture d'urnes et de trousse biométriques pour l'inscription des électeurs à l'aide pour le plaidoyer et les campagnes médiatiques.

2010, pour lesquelles il a établi des procédures opérationnelles permanentes. Parmi ces procédures figuraient des mesures visant à prévenir, détecter et résoudre d'éventuelles irrégularités. Un second dépouillement n'a pas révélé de différences significatives, fait qui, tout en étant indicatif de l'efficacité de l'appui du PNUD, a contribué à inspirer confiance au public dans le processus électoral.

Justice, droits de l'homme et lutte anti-corruption

En 2010, le PNUD a fourni aux autorités des dizaines de pays une assistance en matière de renforcement de leurs capacités de lutte contre la corruption. La demande de services du PNUD dans ce domaine

ne fait qu'augmenter, les pays cherchant à se conformer aux normes internationales en matière de respect des droits de l'homme, de lutte anti-corruption et de transparence.

Trois ans après la fin de la guerre civile en **SIERRA LEONE**, le ministère des Ressources minérales a sollicité l'appui du PNUD pour mettre en place à titre pilote un système informatique GPS qui permettrait d'administrer les permis d'exploitation minière, afin d'accroître la transparence dans le secteur. Ce système est aujourd'hui employé par le ministère pour délivrer officiellement et gérer les permis d'exploitation. Avec plus de 15 000 documents numérisés et reliés directement à leurs permis respectifs, il a révolutionné les opérations administratives du secteur minier de la Sierra Leone. Les différends

Pour le PNUD « la bonne gouvernance et les approches fondées sur les droits de l'homme » constituent une priorité stratégique de tout premier plan.

— D'après les résultats d'un sondage des partenaires effectué par le Réseau d'évaluation de la performance des organisations multilatérales, le 19 février 2010.

Le PNUD veille à ce que les gens ordinaires puissent faire entendre leur voix et à ce que leurs besoins soient pris en considération.

Participants à un atelier de formation en journalisme organisé par le PNUD en Colombie en juin 2010. Des journalistes colombiens, équatoriens et panaméens se sont penchés sur la couverture des populations de descendance africaine dans la presse électronique.



relatifs aux délimitations des concessions sont en nette diminution et le délai de traitement des demandes de permis d'exploitation est passé de 78 jours à 9.

Mais surtout, le système offre une garantie essentielle de transparence car les permis d'exploitation minière y sont archivés dans une base de données facilement interrogeable par les particuliers, les organisations de la société civile, les entreprises et les organismes de développement. Il est considéré par toutes les parties prenantes, les pouvoirs publics, les entreprises minières et bailleurs de fonds et organismes internationaux, comme crédible, efficace et transparent. Avec l'appui financier d'autres partenaires, l'initiative est actuellement en cours d'expansion en vue d'y ajouter les données relatives aux revenus provenant des autorités fiscales et douanières et d'établir un portail en ligne permettant d'accéder à toutes ces données. Ceci marquera un autre jalon important dans l'amélioration de la transparence de l'information sur les ressources dégagées par l'activité minière en Sierra Leone.

En **JORDANIE**, en partenariat avec le gouvernement, le PNUD a renforcé la gouvernance locale dans les deux tiers des municipalités du pays en concevant et en mettant en place un système électronique de perception des impôts fonciers au niveau national et sous-national. Ce nouveau système a permis aux municipalités bénéficiaires de calculer et percevoir l'an dernier les impôts fonciers, ce qui a eu pour effet d'accroître les recettes fiscales et la transparence et d'apporter des ressources supplémentaires pour le développement local.

De nombreux traités internationaux appellent à l'égalité de tous les citoyens en matière d'accès à la justice. Le PNUD œuvre en **GÉORGIE** à un programme visant à appuyer les réformes de l'appareil judiciaire, qui contribue à faire du Service d'aide juridique national une institution efficace d'un haut niveau de professionnalisme. Il a fourni à cette fin des appuis pour la formation d'avocats et pour l'éducation du public en matière de droits des citoyens. Grâce au concours du PNUD, le Service d'aide juridique a ouvert 11 bureaux et trois centres de consultation dans tout le pays. Beaucoup d'entre eux sont situés dans des régions isolées, à proximité des populations qui ont besoin d'une telle aide. En 2010, le Service d'aide juridique de la Géorgie a reçu plus de 20 000 demandes de conseils et d'aide. Pour la majorité de ses clients, il représente le dernier espoir de procès équitable.

Au **MONTÉNÉGR**O, le PNUD appuie une ONG qui fournit des pièces d'identité à la population rom du pays. À la fin 2010, plus de 600 Roms avaient reçu ces documents indispensables pour bénéficier des services sociaux, notamment l'assurance-maladie, l'assistance sociale et des services d'éducation et d'emploi, auxquels ils n'avaient pas accès précédemment. L'initiative du PNUD est une composante d'un projet régional de grande envergure qui offre des possibilités de développement et des services sociaux aux Roms établis dans les Balkans occidentaux.

15 000

Nombre de documents numérisés et reliés aux permis d'exploitation minière correspondants en Sierra Leone.

2/3

des municipalités jordaniennes utilisent à présent un système électronique de perception des impôts fonciers créé par le PNUD.

Le PNUD a accru l'attention qu'il accorde aux femmes et à leur rôle dans la bonne gouvernance.

43% des postes ministériels pourvus par nomination au Burundi sont aujourd'hui occupés par des femmes.

Le délai de traitement des demandes de permis d'exploitation minière en Sierra Leone est passé de

78 jours à 9

600

Roms du Monténégro avaient reçu des fiches d'état civil à la fin 2010.

Gouvernance pour tous

L'un des éléments des travaux du PNUD dans le domaine de la gouvernance consiste à veiller à ce que les gens ordinaires, en particulier les membres des groupes marginalisés ou vulnérables, puissent faire entendre leur voix et à ce que leurs besoins soient pris en considération. C'est ainsi qu'en **RDP LAO**, par exemple, en partenariat avec le PNUD, le ministère de l'Information et de la Culture a établi dans le district de Khoun la première station de radio communautaire du pays, qui émet dans trois langues parlées par les groupes ethniques de la région.

Aujourd'hui, la station de radio de Khoun diffuse des messages d'intérêt public et des émissions sur diverses questions sociales, telles que la santé, l'éducation et l'emploi, ou sur des sujets relatifs à la sécurité, tels que les munitions non explosées. On a ainsi pu relever dans le district des taux de vaccination supérieurs, une augmentation du nombre d'accouchements assistés par du personnel médical et l'adoption de méthodes culturelles nouvelles et améliorées. Le gouvernement prévoit maintenant d'implanter des stations de radio communautaires sur le même modèle dans chacun des 47 districts les plus pauvres de la RDP lao. Il a sollicité pour ce faire l'aide du PNUD qui a déjà financé deux nouvelles stations dans le sud-est du pays et qui prévoit d'en financer quatre autres.

Depuis quelques années, le PNUD accorde une attention croissante aux femmes et à leur rôle dans la bonne gouvernance. Au **BURUNDI**, notre organisation a entrepris des activités en étroite coopération avec le mouvement des femmes afin d'encourager leur participation au processus électoral. Il a ainsi fourni des financements et un appui général pour créer un réseau d'élues locales et pour obtenir la délivrance de cartes nationales d'identité gratuites pour les candidates et les électrices afin de s'assurer de leur implication dans le processus. Il a également dispensé des formations aux candidates.

Les activités du PNUD ont contribué à l'élection d'un nombre record de femmes. Lors des élections législatives de juillet 2010, elles ont remporté 34 des 106 sièges à pourvoir à l'Assemblée nationale et 19 sièges sur 46 au Sénat, ce qui constitue un record pour l'Afrique. Le lobbying a également porté ses fruits et a favorisé le respect des quotas nationaux, 43 % des portefeuilles ministériels étant aujourd'hui détenus par des femmes.



Les électeurs font la queue à un bureau de vote lors du référendum de janvier 2011 au Sud-Soudan.

RÉFÉRENDUM AU SOUDAN DU SUD

L'Accord de paix global de 2005 qui a mis fin à deux décennies de guerre civile au **SOUDAN** prévoyait un référendum sur l'auto-détermination du Soudan du Sud, qui a eu lieu le 9 janvier 2011. Les Soudanais du Sud se sont ainsi vu offrir le choix de confirmer l'unité du Soudan ou d'opter pour la sécession. Le PNUD a œuvré en étroite coopération avec le reste de la famille des Nations Unies pour aider les autorités et le peuple soudanais à organiser avec succès un référendum pacifique. Cette consultation s'est soldée par un vote fortement majoritaire en faveur de l'indépendance.

Par l'entremise de la Division intégrée de l'appui aux référendums et aux élections des Nations Unies (UNIRED), établie avec la Mission des Nations Unies au Soudan, le PNUD a géré un panier de fonds alimenté par divers donateurs, d'un montant de plus de 56 millions de dollars, qui constituait l'essentiel de l'aide internationale octroyée à l'appui du processus du référendum.

L'UNIRED a également appuyé des initiatives d'éducation des électeurs et des ateliers de formation des médias. Grâce à ces efforts, au moins 90 % des Soudanais du Sud étaient informés de la date du scrutin et de l'emplacement de leur bureau de vote et les 2,3 millions d'électeurs et d'électrices qui se sont présentés aux urnes ont largement dépassé le nombre requis pour que les résultats du référendum soient juridiquement contraignants.

En outre, l'UNIRED a participé au déploiement de plus de 500 observateurs nationaux dans 62 circonscriptions au cours de la période des inscriptions électorales. Avec l'aide des bailleurs de fonds et des pays voisins, le PNUD a affecté plus de 100 comptables, économistes, ingénieurs et autres spécialistes dans les dix états composant le Sud-Soudan. Ces fonctionnaires, recrutés par l'entremise du Programme des Volontaires des Nations Unies (VNU) travaillent aux côtés d'homologues locaux pour renforcer leurs connaissances et assurer aux institutions gouvernementales une plus grande autonomie à l'avenir.

L'UNIRED a participé à l'achat de 3 160 trousseaux d'inscription, 7,5 millions de bulletins de vote et 8 500 isolements et a assuré le transport des matériels nécessaires au scrutin par camions et hélicoptères commerciaux ainsi que par des opérations d'aérolargage confiées à la MINUS.

2,3 MILLIONS

Nombre d'électeurs ayant voté lors du référendum du Sud-Soudan.

19

Nombre de femmes siégeant au Sénat au Burundi, sur 46 sièges.

47

Nombre de stations de radio communautaire devant être établies dans les districts les plus pauvres de la RDP lao.

Géorgie — Des avocats proposent leurs services aux défavorisés dans des centres d'aide juridique établis avec l'appui du PNUD.



Tanzanie : Assurer le bon déroulement des élections

L'élection de 2010 en Tanzanie et le référendum de 2010 à Zanzibar portant sur un amendement à la Constitution font figure d'événements historiques pour le pays et pour l'Afrique, ainsi que pour les élections et la démocratie par le monde.

La Tanzanie a tenu le 31 octobre 2010 des élections générales multipartites par lesquelles le peuple a choisi pacifiquement les présidents et les parlements de la République et de Zanzibar. Le PNUD a joué un rôle important tout au long du cycle électoral quinquennal qui a débuté en 2005.

Dans le cadre d'un projet doté d'un budget de 12 millions de dollars, le PNUD a aidé les organes de gestion électorale, les parlements et les partis politiques tanzaniens durant la période inter-élections. Il s'est employé, de concert avec le gouvernement, à formuler la nouvelle loi électorale, à renforcer les capacités institutionnelles de la Commission électorale nationale et de la Commission électorale de Zanzibar, et à améliorer le registre électoral. Notre organisation a également dispensé des conseils techniques sur l'examen du cadre juridique régissant les élections. Ils ont abouti à l'adoption d'une loi visant à juguler la corruption lors des campagnes électorales et des scrutins.

Un projet complémentaire lancé en 2009, doté de 28 millions de dollars, a permis d'entreprendre toute une gamme d'activités pour préparer les élections de 2010. Ces activités comprennent notamment une assistance technique aux bureaux de gestion des élections, l'achat de matériels électoraux et la mise en place d'équipement d'inscription des électeurs. À Zanzibar, où chaque élection ayant eu lieu depuis l'indépendance avait été marquée par des violences meurtrières, le PNUD a

œuvré avec les pouvoirs publics, les forces de l'ordre et les collectivités pour renforcer la prévention des conflits en vue de maintenir la paix et la sécurité. Ceci a permis l'instauration d'un environnement pacifique dans lequel ont eu lieu sans heurts un référendum en juillet 2010 et une élection historique en octobre.

Près de 20 millions d'électeurs se sont inscrits pour l'élection générale de l'année dernière. Le projet du PNUD de 2010 pour l'éducation des électeurs a accordé des microfinancements à des ONG locales pour atteindre les régions isolées du pays, les électeurs votant pour la première fois et les personnes qui, traditionnellement ne votent pas. On a encouragé les électeurs potentiels à participer au scrutin au moyen de méthodes novatrices, notamment de groupes de théâtre, de programmes de radio communautaire pour les groupements féminins et de la production de matériels d'information en braille pour les malvoyants.

Le projet financé par de multiples bailleurs de fonds a également dispensé des formations à des juges, à des femmes candidates, à des membres d'associations féminines, à 5 000 membres de partis politiques et à 9 000 officiers de police. Il a établi un système de messagerie téléphonique mobile permettant aux électeurs de s'informer sur l'emplacement des bureaux de vote et sur leur inscription sur les listes électorales. Enfin, le projet du PNUD a mis en place un système modernisé de gestion électronique des résultats, qui a amélioré le processus du dépouillement des bulletins. Plus de 7 000 observateurs nationaux ont aussi bénéficié d'une formation et d'appuis.

Une collaboration de longue date avec toute une gamme de bailleurs de fonds internationaux, d'institutions nationales, d'ONG et d'organismes de médias a établi les bases de l'amélioration de la gouvernance démocratique en Tanzanie. L'association productive et soutenue du PNUD avec les organismes électoraux tanzaniens fait beaucoup pour renforcer la démocratie dans le pays.

20 MILLIONS
Nombre d'électeurs inscrits aux élections générales de 2010.

5 Longueur en années du cycle électoral appuyé par le PNUD.

7 000 Nombre d'observateurs électoraux tanzaniens ayant bénéficié d'une formation et d'appui du PNUD.

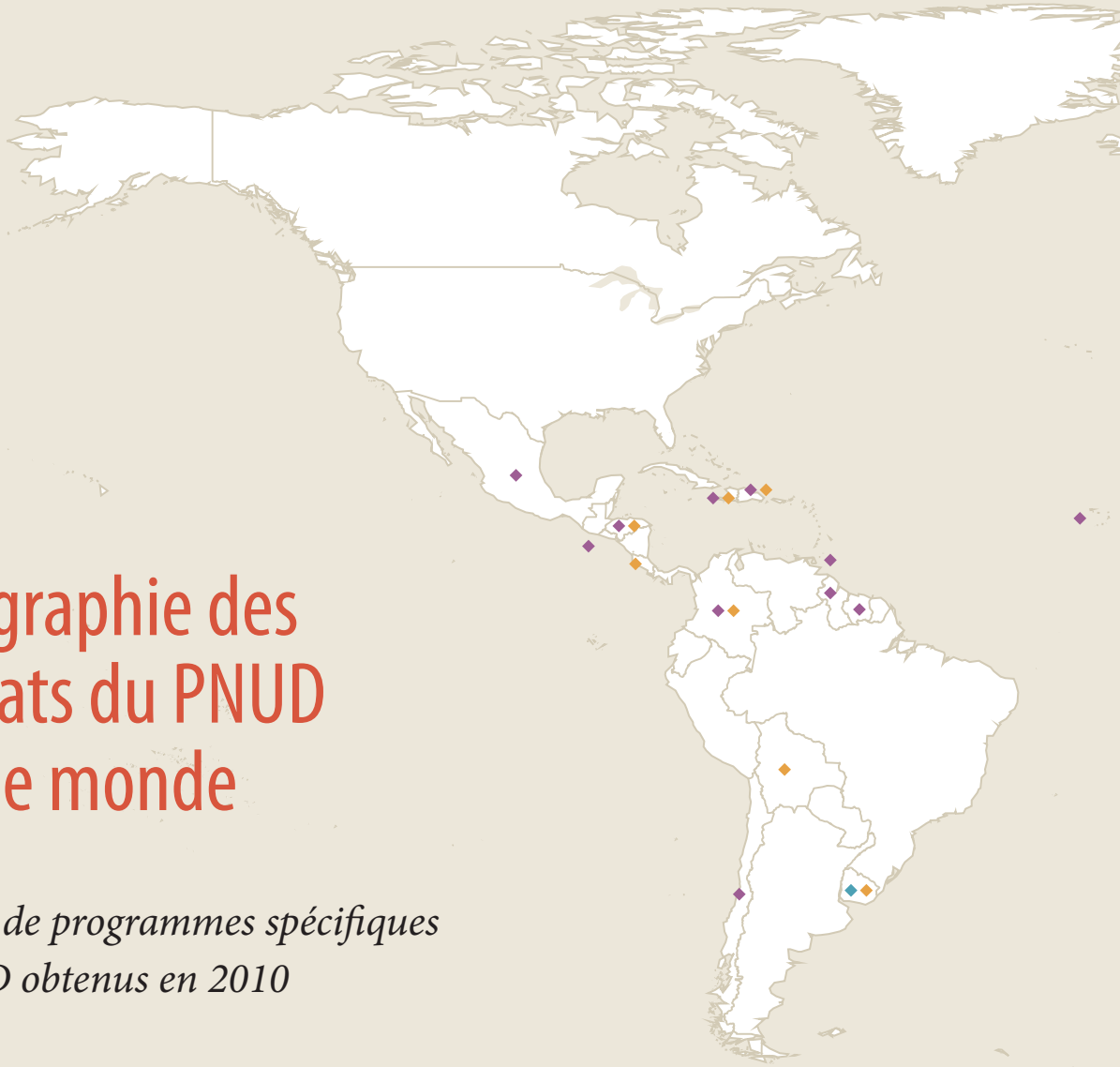
Les membres d'une équipe électorale vérifient les données des électeurs au centre de traitement de la Commission électorale nationale de la Tanzanie, à Dar es-Salam, en mai 2010. Le PNUD a aidé à établir un système informatisé de vérification des listes électorales.



2010

Cartographie des résultats du PNUD dans le monde

Résultats de programmes spécifiques du PNUD obtenus en 2010

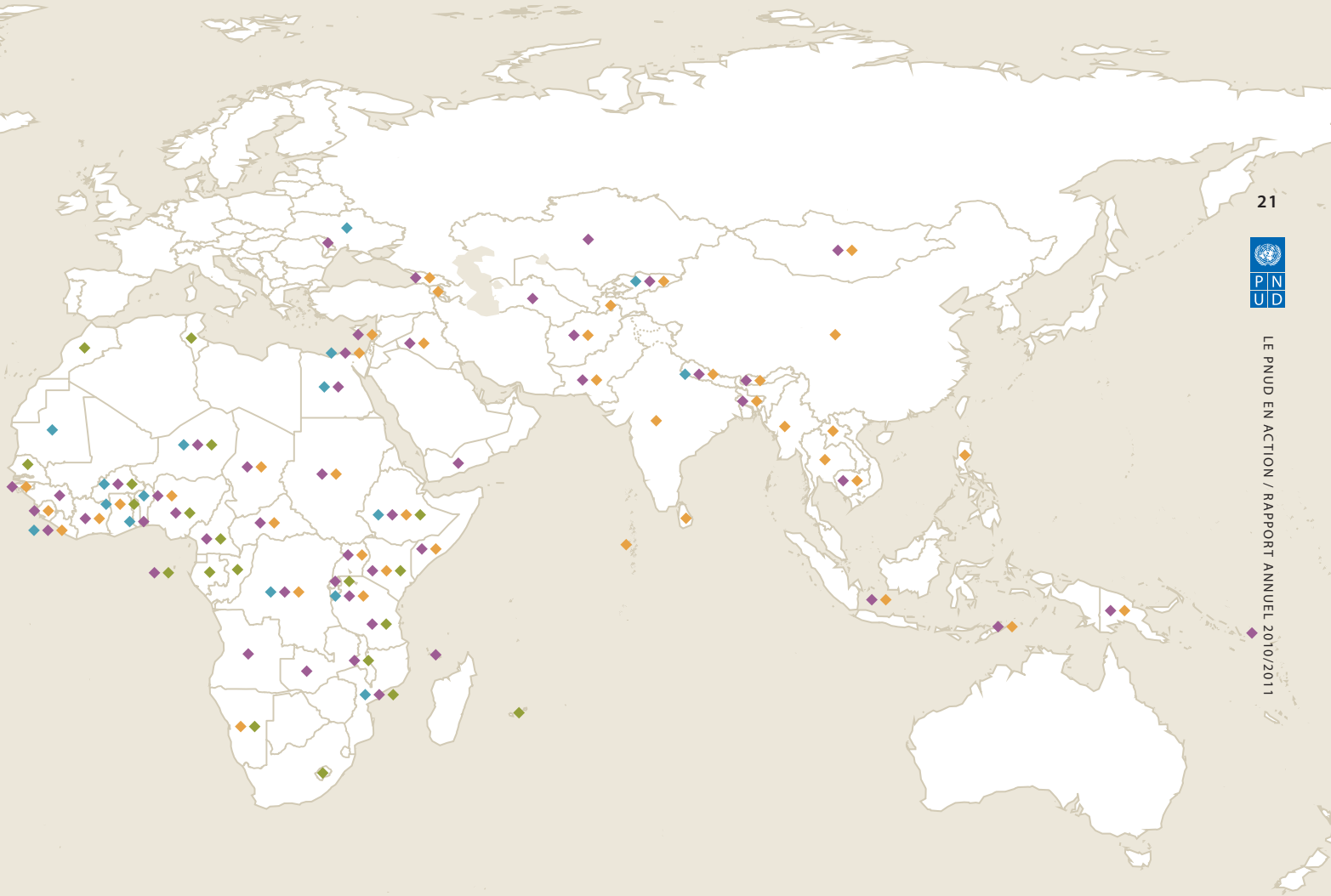


Appui du PNUD pour la production de Rapports nationaux sur les OMD

Bénin	Népal
Burkina Faso	Niger
Burundi	République démocratique du Congo
Égypte	Territoire palestinien occupé
Éthiopie	Togo
Ghana	Ukraine
Kirghizistan	Uruguay
Libéria	
Mauritanie	
Mozambique	

Soutien aux processus électoraux

Afghanistan	Honduras	République démocratique du Congo
Angola	Îles Salomon	République dominicaine
Bangladesh	Indonésie	Rwanda
Bénin	Irak	Sao Tomé-et-Principe
Bhoutan	Kazakhstan	Sierra Leone
Burkina Faso	Kenya	Somalie
Burundi	Kirghizistan	Soudan
Cambodge	Liban	Suriname
Cameroun	Libéria	Tanzanie
Cap-Vert	Malawi	Tchad
Chili	Mexique	Territoire palestinien occupé
Colombie	Moldova	Timor-Leste
Comores	Mongolie	Togo
Côte d'Ivoire	Mozambique	Trinité-et-Tobago
Égypte	Népal	Turkménistan
El Salvador	Niger	Yémen
Éthiopie	Nigéria	Zambie
Géorgie	Ouganda	
Guinée	Pakistan	
Guinée-Bissau	Papouasie-Nouvelle-Guinée	
Guyana	République centrafricaine	
Haïti		



Reconstruction en mieux après les catastrophes et les crises

Afghanistan	Indonésie	République démocratique du Congo
Arménie	Irak	République dominicaine
Bangladesh	Kenya	RPD lao
Bénin	Kirghizistan	Sierra Leone
Bhoutan	Liban	Somalie
Bolivie	Libéria	Sri Lanka
Burundi	Maldives	Soudan
Chine	Mongolie	Tadjikistan
Colombie	Myanmar	Tchad
Costa Rica	Namibie	Territoire palestinien occupé
Côte d'Ivoire	Népal	Timor-Leste
Éthiopie	Ouganda	Thaïlande
Géorgie	Pakistan	Uruguay
Ghana	Papouasie-Nouvelle-Guinée	
Guinée-Bissau	Philippines	
Haïti	République centrafricaine	
Honduras		
Inde		

Appui à l'adaptation aux changements climatiques

Burkina Faso	Maroc
Cameroun	Mozambique
Congo	Namibie
Éthiopie	Niger
Gabon	Nigéria
Ghana	Rwanda
Kenya	Sao Tomé-et-Principe
Lesotho	Sénégal
Malawi	Tanzanie
Maurice	Tunisie

Les frontières, les noms et les dénominations utilisés sur cette carte n'impliquent aucune adoption ou acceptation officielles par les Nations Unies.

*Les lignes en pointillé représentent de manière approximative la Ligne de contrôle de Jammu et du Kashmir que l'Inde et le Pakistan ont acceptée. Le statut final de Jammu et du Kashmir n'ont pas encore été approuvés par les parties. Parait sans préjudice en ce qui concerne la question de souveraineté.

Source: Unité cartographique des Nations Unies

3

Prévention des crises et relèvement

Appuis du PNUD dans le domaine de la prévention des crises et du relèvement en 2010

86 Pays bénéficiant de l'appui du PNUD en matière de prévention des crises et de relèvement.

68% Proportion des dépenses du PNUD dans le domaine de la prévention des crises et du relèvement concentrées sur l'égalité des sexes.

8 000 000 Nombre de journées de travail créées par les programmes de création d'emploi de type « Argent contre travail » du PNUD en faveur des hommes et des femmes touchés par les crises.

LES INTERVENTIONS DU PNUD dans le domaine de la prévention des crises et du relèvement aident les pays à éviter les conflits armés, à atténuer les effets des catastrophes naturelles et à reconstruire en mieux et en plus durable au lendemain des crises. Le PNUD intègre les activités de consolidation de la paix dans les programmes de lutte contre la pauvreté et de gouvernance démocratique appropriés. De plus, il propose un savoir-faire unique en matière de réduction des risques et des impacts des catastrophes naturelles. Tandis que les pays s'efforcent de se relever des crises, le PNUD assure la transition vitale entre l'assistance humanitaire d'urgence et les activités de développement à long terme.





Démineur au travail en République démocratique du Congo. Le PNUD appuie l'action antimines dans les pays du monde entier et mène des activités de plaidoyer sur la lutte antimines.

Les femmes dans les situations de crise

Le PNUD situe les droits et les besoins des femmes et des filles au cœur des activités de prévention des crises et de relèvement. Il appuie, entre autres, la promotion de la justice pour les femmes, la participation des femmes à la politique et aux processus de paix, ou encore les mesures assurant l'égalité des sexes dans le relèvement et la réduction des risques de catastrophes. Sans éradication de la violence sexiste, aucune société ne peut s'estimer « exempte de crises ».

En **SOMALIE**, où les tensions entre les systèmes juridiques formel et traditionnel aboutissent souvent à des inégalités entre les sexes, le PNUD a facilité la mise en place d'un système par lequel

« [Le PNUD] a un rôle clé à jouer dans les États fragiles et en phase de post-conflit, tout particulièrement en ce qui concerne la mobilisation de la communauté internationale en faveur de la bonne gouvernance et de l'édification d'un État de droit. »

— Mission permanente du Danemark auprès de l'Organisation des Nations Unies à New York

les aînés peuvent renvoyer aux tribunaux formels les affaires de violence sexuelle dont ils ont connaissance. En Somalie, ce dispositif et les activités du Centre d'orientation pour agressions sexuelles ont permis d'accroître le nombre de cas renvoyés aux tribunaux de 44 % par rapport à 2009. Grâce au PNUD, le ministère de l'Intérieur de la Somalie a pu établir et doter en personnel des postes de police spéciaux pour les femmes et enfants victimes de crimes.

Niat Zareen et sa famille ont perdu leur maison lors des inondations qui ont dévasté le Pakistan en 2010. Avec l'appui du PNUD, elle a pu, ainsi que des milliers d'autres familles, quitter les camps d'hébergement provisoires pour s'installer dans des maisons résistantes aux catastrophes construites par les bénéficiaires eux-mêmes.



PAKISTAN • APPUI AU RELÈVEMENT DURABLE

Les inondations diluviennes qui ont affecté un cinquième du territoire pakistanais et 18 millions de ses habitants en juillet, août et septembre 2010 sont les plus graves de l'histoire du pays, certaines régions étant restées submergées plusieurs mois.

Du fait de sa présence de longue date au Pakistan, et avec le soutien financier de toute une série de partenaires, le PNUD a pu lancer promptement un programme de relèvement rapide pour aider les membres des communautés des régions les plus gravement touchées à reconstruire leur existence, tout en secondant les efforts déployés par les institutions gouvernementales pour faire face aux besoins urgents résultant de la crise.

Au début des inondations, le PNUD a déployé dans de brefs délais 31 fonctionnaires supplémentaires. Cette équipe comprenait des experts en matière de crise et de relèvement et du personnel d'appui venu du monde entier. Il a également alloué 4,7 millions de dollars, prélevés sur son Fonds d'affectation spéciale pour la prévention des crises et



le relèvement, à son bureau de pays au Pakistan pour élaborer une stratégie de relèvement et lancer des travaux immédiats, Le PNUD est ainsi parvenu à mobiliser 80 millions de dollars de plus.

Plus de 200 000 personnes bénéficient directement de projets du PNUD qui soutiennent les premières phases de leur relèvement.

C'est ainsi que dans la province du Punjab, le PNUD a fourni des semences et des engrais à des petits exploitants dont les terres et le matériel avaient été détruits par les inondations. Les bénéficiaires ont ainsi pu remettre en valeur quelque 2 830 hectares de terres. Des milliers d'agriculteurs du sud de la province participent également aux programmes « Argent contre travail » PNUD, dans le cadre d'un projet de réfection de routes de desserte rurales reliant les villages agricoles aux marchés locaux.

De même, dans le sud du Punjab, plus de 1 000 femmes ont pris part à un projet du PNUD pour déblayer les gravats de bâtiments publics, de champs et de maisons privées. Elles touchent 176 dollars pour 50 jours de travail et nombreuses sont celles qui se servent de ce revenu comme capital de lancement d'une petite entreprise.

Dans toutes ces régions, des centaines de gens ont eu recours aux services itinérants du PNUD qui émettent ou remplacent les pièces d'identité et autres documents nécessaires pour présenter des demandes d'aide. Le PNUD continuera d'œuvrer au Pakistan avec les pouvoirs publics fédéraux et locaux et avec les ONG partenaires dans 28 des districts les plus gravement affectés pour maintenir son appui aux initiatives de relèvement rapide au niveau local.

En **AFGHANISTAN**, le PNUD a accordé une attention toute particulière aux questions liées au genre dans l'appui qu'il apporte au gouvernement et à la Mission des Nations Unies dans ce pays. À la fin 2010, grâce à son initiative, 300 formateurs de la police avaient été sensibilisés aux interventions lors des incidents de violence domestique et 832 femmes officiers de police de plus avaient été recrutées, portant ainsi le nombre des femmes dans la Police nationale afghane à 1 073. Le PNUD a également mis en place un groupe spécial consacré au genre au sein du ministère de l'Intérieur et il fournit actuellement des appuis dans les domaines de la logistique et des technologies de l'information. Il offre aussi des formations spécialisées aux femmes officiers de police et à leurs collègues masculins.

Prévention des **conflits**

Une bonne part des initiatives du PNUD pour la prévention des conflits violents et de leur récurrence consiste en des travaux menés avec les collectivités et les administrations locales pour mettre en place des mécanismes de gestion des différends axés sur la participation inclusive et le dialogue.

Le PNUD a joué un rôle de premier plan dans la prévention de la violence au **KENYA**, en rapport avec le référendum de 2010 sur la Constitution. Il a œuvré avec les partenaires nationaux pour forger un consensus sur le projet de Constitution avant

85% des gens exposés aux catastrophes naturelles vivent dans des pays à niveau de développement humain intermédiaire ou bas, ce qui accroît encore la pauvreté et les inégalités.

7 000 hectares de terre remis en valeur dans le Punjab, grâce aux interventions du PNUD après les inondations de 2010.

Kazakhstan — Le PNUD a préparé les administrations locales de la région de l'Altaï-Sayan aux risques accrus d'incendies de forêts résultant des changements climatiques.



183

Nombre des survivantes de violences sexuelles et sexistes qui ont bénéficié en RDC des services d'aide juridique appuyés par le PNUD.

les élections, instaurer des procédures électorales crédibles et mettre en place un système d'alerte rapide et de réponse faisant usage de textos, d'alertes aux média et d'« observateurs de la paix » auxquels il avait dispensé une formation et qui ont été déployés dans plus de 100 districts. Ces efforts ont évité plus d'une centaine d'incidents violents potentiels dans la seule province de la Vallée du Rift. Selon un groupe de 300 chefs d'entreprise kényans, les violences postélectorales de 2008 ont coûté au pays environ 3,6 milliards de dollars et près de 500 000 emplois à faible revenu et à revenu intermédiaire ; plus de 300 000 personnes ont été déplacées et on a déploré 1 200 morts. Lors du référendum de 2010, au contraire, il n'a pas été relevé un seul incident violent.

Au **GHANA**, le Conseil national de la paix soutenu par le PNUD a assuré la médiation du conflit de Bawku, qui avait commencé à faire des morts. Le succès de cette médiation a autorisé la reprise des activités économiques et civiques, notamment la réouverture des marchés, des écoles et des établissements de santé, le retour des organisations de la société civile et la tenue d'élections locales.

Armes légères, violence armée et action antimines

Les mines terrestres et les munitions non explosées tuent et blessent des centaines de personnes chaque année, limitent l'accès à certains espaces publics, interdisent l'exploitation de riches terres agricoles et empêchent l'entretien des routes, ce qui fait obstacle à la circulation des biens et des services publics.

Depuis 18 ans, en partenariat avec d'autres organismes des Nations Unies, le PNUD a procédé à des opérations de déminage et apporté son concours au Gouvernement du **CAMBODGE** pour aider les victimes et sensibiliser le public aux dangers des mines terrestres. Aujourd'hui, l'Autorité cambodgienne de la lutte antimines est devenue une organisation pleinement fonctionnelle, entièrement administrée par les Cambodgiens eux-mêmes. Le PNUD l'a aidée à mobiliser plus de 50 millions de dollars pour le Programme cambodgien de lutte antimines. L'Autorité, de son côté, a accueilli des groupes d'étude provenant d'une dizaine de pays, notamment de l'**AFGHANISTAN** et de la **COLOMBIE**.

En 2010, le PNUD et le Centre cambodgien de lutte antimines ont déminé plus de 6 millions de mètres carrés de terres et détruit 7 000 mines antipersonnel, 150 mines antichars et plus de 30 000 restes explosifs de guerre, tels que des grenades, roquettes et bombes. On estime que 10 000 familles ont bénéficié de ces efforts, et peuvent ainsi accéder soit à des terres agricoles déminées, soit à des sources d'irrigation, des routes, des dispensaires de santé et d'autres ouvrages d'infrastructure essentiels. Près de 2 000 élèves pourront à présent fréquenter les établissements scolaires situés dans les zones déminées en 2010.

Prévention des catastrophes naturelles et relèvement

Au cours de la décennie écoulée, le PNUD a aidé plus de 50 pays à adopter de nouvelles lois et de nouvelles politiques et à se doter d'institutions spécifiquement conçues pour faire face à la nécessité de minimiser les effets des catastrophes naturelles. En 2010, le Programme régional du PNUD sur les risques urbains en Amérique latine et aux Caraïbes a renforcé la capacité des administrations nationales et locales en la matière. C'est ainsi qu'il a contribué à la mise en place d'un cadre législatif national au **HONDURAS**, qu'il a établi un Plan national de réduction des risques sismiques en **RÉPUBLIQUE DOMINICAINE** et qu'il a aidé à l'intégration de la réduction des risques de catastrophes dans les activités de développement de 12 administrations municipales en **ÉQUATEUR**.

Grâce au soutien et aux activités de plaidoyer du PNUD, quatre provinces de la **PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE** exposées à des risques élevés de catastrophes disposent aujourd'hui de bureaux de gestion des catastrophes pleinement opérationnels, adéquatement dotés en personnel et de centres d'opérations d'urgence bien équipés. Les quatre provinces ont formé des comités de gestion des catastrophes où siègent des représentants d'ONG, de groupements de femmes et de jeunes, et d'organisations confessionnelles et de la société civile. Deux des administrations provinciales disposent à présent de ressources budgétaires appréciables pour gérer les risques de catastrophes.

Alors que les pays s'efforcent de se relever des crises, le PNUD assure la transition vitale entre l'assistance humanitaire d'urgence et le travail de développement de longue haleine.

En Somalie, grâce au Centre d'orientation des victimes d'agression sexuelle, le nombre de victimes desservies a augmenté de

44%

21 Nombre de pays dont les efforts de collecte et de destruction des armes et les activités de rédaction de lois et règlements sur le contrôle des armes ont été appuyés par le PNUD.

6 000 000

Nombre de mètres carrés de terres déminées au Cambodge avec l'appui du PNUD.

Timor-Leste — Formation de gardes de sécurité par la police française, financée en partie par le PNUD.



Irak : Renforcer la sécurité pour le bénéfice des femmes

Un programme du PNUD mis en œuvre en IRAK a pour objet d'appuyer des programmes ayant trait à l'état de droit en vue d'accroître les protections et l'accès à la justice pour les femmes et s'inscrivant dans le cadre d'un effort général d'amélioration de la sécurité dans le pays.

« L'insécurité générale a, de toute évidence, touché le plus durement les populations vulnérables, et lorsque l'on examine la situation pour les femmes, loin de s'améliorer, les choses ont empiré pour elles depuis 2003 », a noté Helen Olafsdottir, conseillère du PNUD pour la prévention des crises et le relèvement en poste en Irak. « Nous avons pu constater de graves carences dans les domaines de la violence domestique et de la violence sexiste en général. »

Il n'existe pas en Irak de cadre juridique solide pour protéger les femmes de la maltraitance. Le problème est aggravé par le manque de formation appropriée du personnel médical et des forces de l'ordre sur la conduite à tenir face à la violence sexiste.

En septembre 2010, le PNUD a aidé à coordonner un cours de formation dispensé à Erbil à l'intention d'officiers de police, de travailleurs sociaux, d'avocats et

de juges de tout le pays, où furent présentées les pratiques optimales régionales en matière d'intervention des forces de l'ordre et de services d'appui pour les survivantes de violences sexistes.

Des spécialistes de la police jordanienne ont formé le premier groupe de 40 officiers de police irakiens, 20 du gouvernement central et 20 de la région du Kurdistan, sur l'administration des Directions de protection familiale. La participation de formateurs jordaniens a assuré le respect des pratiques culturelles et a encouragé la coopération régionale.

Par le biais de deux autres programmes du PNUD dans le domaine de la primauté du droit, chacun étant mis en œuvre jusqu'à la fin de l'année 2011, le gouvernement dispense également un programme de formation complet pour sensibiliser les juges irakiens aux normes internationales et irakiennes relatives aux droits des femmes et au droit à un jugement équitable.

Ce programme comporte 23 cours de formation portant sur toute une gamme de sujets, juridiques et administratifs, notamment la violence sexiste, l'égalité des sexes, l'arbitrage, le droit procédural, la conduite d'enquêtes justes et équitables, la lutte contre la corruption, les droits de la personne, le droit de la famille, la planification stratégique, la formation des formateurs et la déontologie judiciaire. En janvier 2011, plus de 400 juges irakiens avaient suivi ces cours de formation.

1 sur 5

Femmes de 15 à 49 ans victimes de violences physiques commises par leur mari en Irak.

14%

Proportion de ces femmes qui étaient enceintes lorsqu'elles ont subi ces violences.

23

Nombre de cours de formation organisés par le PNUD à l'intention des juges irakiens sur les questions des droits des femmes et des procès équitables.



Gulizar Mohamad Omer est assistante sociale et directrice adjointe du Foyer féminin de Dahuk, dans la région du Kurdistan (Irak), qui a été établi grâce au concours du PNUD. Après trois ans au foyer elle note que beaucoup des femmes victimes de violences qui viennent y demander de l'aide n'ont pas d'autre option que de regagner leur communauté. Elles éprouvent de grandes difficultés à reprendre une vie normale en raison de la stigmatisation sociale qui les y attend.

Une plus grande autonomie juridique et économique pour les survivantes de la violence pourra, il faut l'espérer, aider celles-ci à faire face aux difficultés. Le PNUD appuie un réseau de foyers pour femmes qui s'emploient à développer leurs services et à aider les femmes maltraitées à se réinsérer dans la société.

4

Environnement et développement durable


Appui du PNUD pour l'environnement et le développement durable

124 Nombre de pays recevant l'appui du PNUD dans le domaine de l'environnement et du développement durable.

24,5 MILLIONS Tonnes de CO₂ non émises grâce en partie aux initiatives du PNUD dans les domaines de l'efficacité énergétique (14 projets) et des énergies renouvelables (30 projets) dans 27 pays.

29 Nombre de pays où le PNUD a aidé à formuler des projets été financés par le FEM.

L'ACCÈS À L'ÉNERGIE ET LE RESPECT DE L'ENVIRONNEMENT sont les piliers du développement durable. Les pauvres sont affectés de manière disproportionnée par la dégradation environnementale et ont un accès limité aux services énergétiques non polluants et d'un coût abordable. Ces problèmes sont également de portée mondiale, car les effets des changements climatiques et la perte de biodiversité dépassent les capacités d'action d'un seul pays. Le PNUD intervient pour renforcer les aptitudes des pays à relever les défis dans ces domaines, au niveau mondial, national et communautaire. Il contribue ainsi à la recherche et à la diffusion des innovations, programmes et politiques efficaces qui aident les pauvres à trouver des moyens d'existence durables.



En Indonésie, à Bali, des travailleurs plantent des semis de palétuviers dans un estuaire, à marée basse, pour lutter contre l'érosion.

Effacité énergétique

Au **LIBAN**, le PNUD a continué de fournir une assistance technique portant sur différents types d'applications dans les domaines de l'énergie renouvelable et de l'efficacité énergétique, plus de 50 projets pilotes ayant été mis en œuvre en 2010. C'est ainsi que 10 établissements publics ont été équipés de dispositifs d'éclairage à bon rendement énergétique, que 5 petits hôpitaux ont été dotés de chauffe-eau solaires et que 26 systèmes photovoltaïques ont été installés dans des écoles. Bien plus important, sous l'effet direct de l'appui du PNUD en faveur d'une réforme de la politique environnementale de haut niveau, le Gouvernement du Liban s'est engagé à atteindre dans sa consommation énergétique un taux de 12 % d'énergie renouvelable d'ici 2020.

Le PNUD plaide en faveur de l'emploi de technologies renouvelables pour réduire la sujétion de l'**INDONÉSIE** aux carburants fossiles, et favorise du même coup l'efficacité énergétique et la conservation d'énergie. Une initiative clé consiste à développer la production de micro-hydroélectricité dans tout le pays. L'Indonésie possède d'immenses possibilités dans ce domaine, mais moins de la moitié de son potentiel de production d'énergie propre est exploitée, en partie parce qu'une grande partie de ses sources d'hydroélectricité est située dans des régions particulièrement isolées.

Le PNUD, sur financement du Fonds pour l'environnement mondial (FEM), dont il est l'un des agents d'exécution avec le Programme des Nations Unies pour l'environnement et la Banque mondiale, aide le Gouvernement de l'Indonésie à lever les obstacles réglementaires, technologiques, financiers

Les effets des changements climatiques et la perte de biodiversité dépassent les capacités d'action d'un seul pays.

Le Programme d'énergie éolienne de l'Afrique du Sud, appuyé par le PNUD, « illustre l'importance de l'assistance technique en amont [...] ». Il en résulte un profil risque/rémunération attractif pour les promoteurs et les investisseurs lors de la réalisation. »

— Groupe consultatif de haut niveau du Secrétaire général sur le financement de la lutte contre les changements climatiques, novembre 2010.

et institutionnels qui freinent la mise en œuvre de projets de micro-hydroélectricité durables dans tout le pays. Le PNUD a aidé les autorités à élaborer et diffuser une politique locale sur les tarifs hors réseau, formé plus de 200 personnes dans le secteur de la micro-hydroélectricité et aidé à mettre en place 97 centres de services locaux pour assurer les réparations des équipements et fournir des pièces détachées.

À la fin 2010, le PNUD avait appuyé l'exécution de 90 projets de micro-hydroélectricité à base communautaire. De plus, dans le cadre de son programme dans ce domaine. Il avait permis l'alimentation en électricité de 869 000 ménages de régions isolées de 20 provinces. Cette initiative a surtout permis d'implanter un réseau de micro-hydroélectricité durable et reproductible.

Adaptation aux effets des changements climatiques

En 2010, avec l'appui financier du FEM, le PNUD a aidé les autorités de 29 pays à formuler des approches nationales de l'adaptation aux changements climatiques, dans le cadre de 16 projets financés par le Fonds spécial pour les changements climatiques et le Fonds pour les pays les moins avancés.

Le **BHOUTAN** est exposé à des risques d'inondations subites provenant du débordement de lacs glaciaires, causé par l'augmentation de la fonte des neiges et des glaces, phénomène dévastateur pour les populations établies en aval. En 2005, les autorités du Bhoutan ont lancé un projet visant à abaisser artificiellement le niveau du lac glaciaire de Thorthormi. Ce projet est exécuté en partenariat avec le PNUD et financé par le Fonds pour les pays les moins avancés, le Fonds mondial pour la nature et le Gouvernement de l'Autriche.

L'approche pratique de cette entreprise est simple et novatrice. Étant donné que l'emploi de matériel lourd aurait un effet déstabilisant sur la moraine retenant le lac glaciaire, les travaux d'excavation sont effectués au moyen de simples outils à main pour creuser la glace, dégager les blocs rocheux et aménager un chenal de drainage. Ce projet à forte intensité de main-d'œuvre apporte des revenus à plus de 350 travailleurs et contribue ainsi à soutenir l'économie locale. En outre, le projet met en place un système automatique d'alerte avancée dans toute la zone et assure la formation des membres des communautés aux dangers des inondations subites, ainsi qu'aux mesures d'adaptation à cette nouvelle réalité due aux changements climatiques.

Le PNUD appuie des programmes d'adaptation grâce auxquels les pays seront mieux préparés et plus aptes à protéger leurs terres, leurs populations et leurs moyens d'existence des effets des changements climatiques. Au **BANGLADESH**, il collabore avec le gouvernement et les communautés locales pour réduire la vulnérabilité aux changements climatiques d'une bande de 14 km de la zone côtière où, du fait de l'élévation du niveau de la mer et des tempêtes, les villages et les terres agricoles sont souvent submergés. Des ceintures de végétation naturelle, tout particulièrement des mangroves, peuvent assurer une protection physique contre les inondations, prévenir l'érosion et même en inverser les effets.

En partenariat avec le Service des eaux et forêts du Bangladesh, le programme du PNUD aménage plus de 7 000 hectares de mangroves, d'arbres fruitiers et de bois d'œuvre, ainsi que des étangs de pisciculture. Ce programme comporte des initiatives « Argent contre travail » et des activités de formation à la gestion des pépinières et des forêts. Il bénéficie à plus de 85 000 personnes auxquelles il offre des moyens d'existence. La population du sud du delta prend part à tous les aspects du programme, notamment la plantation des arbres,

77

Nombre de pays où les interventions du PNUD en faveur de l'efficacité énergétique et des énergies renouvelables ont contribué à la réduction des gaz à effets de serre.

500

fermes biologiques modèles ont été établies dans le plus grand bassin versant de la République dominicaine avec l'aide du PNUD.

14

projets d'énergie
énergétique

→

32

projets d'énergie
renouvelable ont contribué
à éviter l'émission de

→

24,5

millions de tonnes de CO₂
dans l'atmosphère.



l'entretien et à la gestion des peuplements. **L'INDE**, **l'INDONESIE** et les **PHILIPPINES** étudient toutes trois le programme du PNUD au Bangladesh pour s'en inspirer dans leurs propres projets de ceintures vertes.

Protection de la biodiversité

Les travaux du PNUD dans le domaine de la biodiversité sont axés sur le maintien et le renforcement des services des écosystèmes. Ils visent à fournir aux populations des moyens d'existence, de la nourriture et de l'eau, assurer leur santé, réduire leur vulnérabilité aux changements climatiques, piéger le carbone et éviter les émissions de gaz à effet de serre.

En **OUZBÉKISTAN**, par exemple, un projet appuyé par le PNUD et financé par le FEM a permis d'établir une réserve nationale de biosphère de 69 000 hectares pour la conservation des précieuses forêts de tugaï gravement menacées. Ces forêts de peupliers et de châleuf argenté des plaines alluviales offrent des habitats vitaux à plusieurs espèces et des sources de revenus à la population locale. Elles sont toutefois mises en danger par des activités illégales de coupe de bois de feu et de bois d'œuvre ainsi que par des pratiques culturelles non durables.

Le projet applique aussi à titre pilote des méthodes de culture sans labour, forme d'exploitation qui

permet aux agriculteurs de mettre la terre en valeur sans l'endommager davantage. Il attribue aussi gratuitement des terres dégradées à des agriculteurs s'ils s'engagent à appliquer des méthodes culturales durables et à reboiser la terre en essences qui pourront être utilisées ultérieurement comme bois de feu ou bois d'œuvre.

Grâce au concours du PNUD, 10 projets exécutés dans 9 pays ont permis de mettre au rebut 1 295 tonnes de produits chimiques dangereux et d'assurer la sécurité de 220 tonnes de produits supplémentaires. En **RÉPUBLIQUE DOMINICAINE**, le PNUD appuie les efforts nationaux et locaux de promotion de la gestion durable des terres et de réduction de la pauvreté s'inscrivant dans le long terme. En 2010, un projet du PNUD a abouti à l'établissement de 500 fermes biologiques modèles dans le plus vaste bassin versant du pays, ce qui représente 10 % de toutes les exploitations agricoles d'une région comptant 600 000 habitants.

Ces fermes modèles servent à présenter des démonstrations de bonnes pratiques de gestion des sols et de gestion des cultures respectueuses de l'environnement. En outre, 294 exploitations supplémentaires situées dans la zone du bassin versant appliquent une forme de gestion durable des terres. Ceci a eu pour effet de réduire les applications d'herbicides et de pesticides chimiques, d'accroître le nombre de producteurs ayant accès à l'irrigation, de reboiser 534 hectares de terres et de mettre en place un Conseil du bassin versant.

↑ Trois cents travailleurs dégagent un cours d'eau au Bhoutan, dans le cadre d'un projet gouvernemental appuyé en partie par le PNUD. L'intervention vise à baisser artificiellement le niveau du lac Thorthormi, lac glaciaire qui risque de déborder du fait de la fonte rapide des glaces et des neiges.

93 Nombre de pays où le PNUD a renforcé la protection des eaux internationales et des écosystèmes aquatiques.

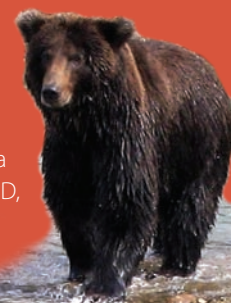
1 295 Nombre de tonnes de produits chimiques dangereux mis au rebut en 2010 par 9 pays avec l'aide du PNUD.

8,6 MILLIONS

surface en hectares de terres et de mer riches en biodiversité et en potentiel économique ayant bénéficié de l'aide du PNUD en partenariat avec le FEM.

Fédération de Russie

— 150 opérations anti-braconnage ont été menées en 2010 dans la péninsule du Kamtchatka avec le concours du PNUD, pour protéger les ours et autres mammifères.



Bélarus : Atténuer les effets des changements climatiques

Il y a 15 ans, au Bélarus, la tourbière de Bartenikha avait été réduite pratiquement à l'état de désert. Les nombreux oiseaux et plantes qui prospéraient dans ces terres humides délicates avaient disparu. Des années d'exploitation de leurs précieuses réserves de tourbe, utilisée comme combustible et dans la production d'engrais, avaient asséché le sol et causé la disparition de toute forme de vie.

Puis, en 2006, le PNUD et le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) ont lancé un projet conjoint ciblant les tourbières de tout le Bélarus qui, comme celle de Bartenikha, avaient été dégradées par l'exploitation commerciale et agricole. En l'espace de quatre ans, cette initiative a permis de sauver 28 200 hectares de tourbières, soit 6,4 % des terres du pays. Le but de ces efforts est de rétablir la riche biodiversité de ces terres ainsi que d'atténuer les effets des changements climatiques.

Les tourbières, qui contiennent un tiers du carbone du sol, constituent l'un des grands réservoirs de carbone de notre planète. Leur drainage assèche le sol et ces

formations deviennent alors des foyers d'incendies naturels qui, par une combustion lente, rejettent dans l'atmosphère jusqu'à 235 000 tonnes de CO₂ par an.

Le projet mis en œuvre au Bélarus, dont le coût se situe entre 50 et 100 dollars par hectare, constitue un moyen économique de prévenir l'introduction de ce carbone dans l'atmosphère. À Bartenikha, l'inversion de la dégradation du marais a commencé tout simplement avec quatre vannes et quelques barrages construits avec l'appui du PNUD. Ces mesures ont mis fin à l'assèchement du sol qui s'était avéré si destructeur et l'écosystème, sa faune et sa flore ont commencé à se rétablir. Les feux de tourbe, qui coûtaient au pays 1,5 million de dollars par an, ont été pratiquement éliminés.

Les techniques d'aménagement hydraulique employées pour la remise en eau des tourbières dégradées offrent des avantages environnementaux et socioéconomiques considérables. Les terres réhabilitées présentent des conditions favorables à la chasse, à la pêche, à la cueillette de baies et à la collecte d'herbes médicinales pour les communautés locales, ainsi que de nouvelles possibilités pour le secteur du tourisme dans les régions affectées.

Le projet de Bartenikha a été reproduit dans d'autres terres humides du Bélarus. En octobre 2010, l'initiative a été présentée comme un modèle particulièrement efficace de protection de la faune et de la flore sauvages lors de la Dixième Conférence des Parties de la Convention sur la diversité biologique de 1992, qui a eu lieu à Nagoya (Japon) en octobre 2010.

1,5 M\$

Économies réalisées par le Bélarus, représentant le coût de la lutte contre les feux de tourbe aujourd'hui pratiquement éliminés.

28 200 HECTARES

Surface des tourbières restaurées, soit 6,4 % de la superficie du Bélarus.

En 2010, les émissions de CO₂ ont été réduites de

300 000 TONNES.

Pour la première fois depuis près de 16 ans, Marya Kazlouskaya récolte des airelles dans la tourbière de Bartenikha située dans la région de Minsk au Bélarus. Comme d'autres villageois, elle fut à la fois surprise et ravie de constater le retour des airelles dans le marais dont l'écosystème avait été dévasté par une décennie d'extraction de la tourbe dans les années 1990 et qui n'était plus qu'une étendue de terres sans vie parsemées de touffes d'herbes sèches.

Le marais de Bartenikha étant aujourd'hui rendu à la vie, en partie avec l'appui du PNUD, Marya Kazlouskaya et les autres habitants de son village prévoient de relancer la production d'airelles, jadis source de bénéfices appréciables dans la région.



Le PNUD et le système des Nations Unies

UNIS DANS L'ACTION

Le PNUD joue un double rôle dans les pays bénéficiaires des programmes. Il est à la fois partenaire au développement et administrateur du système des coordonnateurs résidents.

Le coordonnateur résident est le chef de l'équipe de pays des Nations Unies et, à ce titre, exerce une fonction clé au niveau du pays en veillant à la cohérence des activités opérationnelles de développement de l'Organisation. En tant qu'organisme chargé de la coordination et de l'administration du système des coordonnateurs résidents, le PNUD est convaincu de l'importance des efforts visant à faire des Nations Unies une organisation plus pertinente, plus réceptive et plus axée sur les résultats, en particulier par le biais de l'initiative *Unis dans l'action*.

En 2010, en Tanzanie, l'équipe d'achats interorganisations établie dans le cadre de l'initiative Unis dans l'action a réalisé des économies estimées à 300 000 dollars.

Il y a quatre ans, les Nations Unies et huit pays ont lancé cette initiative à titre pilote, pour mettre à l'essai diverses mesures qui permettront à la famille des Nations Unies d'offrir une aide au développement plus efficace. Ils explorent

actuellement comment accroître l'impact du système onusien par des actions plus cohérentes, en rassemblant différents organismes et en coordonnant leurs actions, réduisant ainsi les coûts de transaction des pays hôtes et les frais généraux des Nations Unies.

À ce jour, l'approche *Unis dans l'action* est appliquée dans 17 pays, soit les huit pays pilotes initiaux — **ALBANIE, CAP-VERT, MOZAMBIQUE, PAKISTAN, RWANDA, TANZANIE, URUGUAY** et **VIET NAM** — auxquels se sont joints volontairement les pays suivants : **BHOUTAN, COMORES, KIRIBATI, KIRGHIZISTAN, LESOTHO, MALAWI, MONTÉNÉGRO, PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE** et **SIERRA LEONE**.

L'année dernière a été importante pour le programme pilote *Unis dans l'action*. C'est ainsi qu'au Mozambique, par exemple, on a créé une plate-forme de TIC unique reliant tous les organismes des Nations Unies présents dans le pays. Fonctionnelle depuis février 2010, cette plateforme offre à l'échelle du système des services tels que l'accès à l'Internet et une base de données de fournisseurs communs. Au Viet Nam, une équipe de communications Unis dans l'action réunissant du personnel de cinq organismes a été créée. Le Viet Nam a également formulé les toutes premières directives communes relatives à la gestion des projets, directives auxquels le gouvernement a donné son aval en mai 2010. Cette initiative rassemblait le PNUD, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et le Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA).

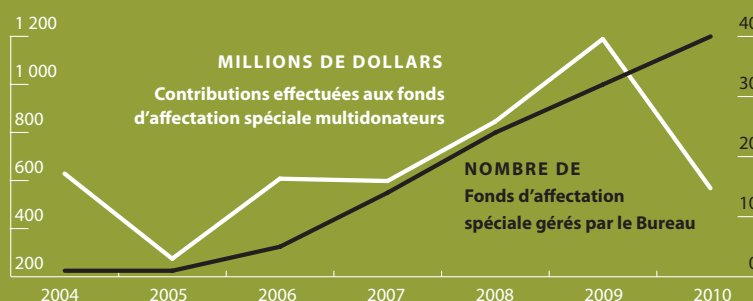
LES FONDS D'AFFECTATION SPÉCIALE MULTIDONATEURS • ÉTAT DES LIEUX

Le PNUD administre 40 fonds d'affectation spéciale multi-donateurs au nom du Groupe des Nations Unies pour le développement (GNUMD).

Ces fonds constituent d'importants mécanismes de financement qui renforcent la cohérence de l'action des Nations Unies. Ils permettent aux organismes onusiens de mobiliser conjointement des ressources visant à mettre en œuvre des mesures prioritaires dont l'Organisation a convenu. Le portefeuille du PNUD comprend une gamme de fonds d'affectation spéciale axés sur certains pays et de fonds mondiaux multidonateurs qui offrent aux bailleurs de fonds un moyen transparent d'acheminement de ressources en faveur d'opérations stratégiques des Nations Unies. Ces fonds sont alloués aux secours humanitaires, aux interventions en phase de post-conflit et aux activités de développement s'inscrivant dans le long terme.

Aperçu des résultats de 2010 :

- Nous avons perçu près de 600 millions de dollars de nouvelles contributions. Ceci porte le total des contributions effectuées entre 2004 et 2010 à 4,8 milliards de dollars.
 - Quelques 969 millions de dollars ont été alloués à 39 organismes participants des Nations Unies ; des transferts supplémentaires ayant été effectués par l'entremise du PNUD en tant que gestionnaire du Mécanisme de financement étendu du Fonds *Unis dans l'action*, le montant total des sommes transférées a atteint 1,1 milliard de dollars.
 - Neuf nouveaux fonds et quatre nouveaux programmes conjoints ont été établis
- en 2010. Les fonds d'affectation spéciale multidonateurs comprenaient trois fonds *Unis dans l'action*, le Fonds du GNUMD pour la reconstruction d'Haïti, le Fonds pour les territoires palestiniens occupés et le Fonds humanitaire commun pour la Somalie.
- Le portail du Bureau des Fonds d'affectation spéciale multidonateurs a été officiellement lancé en septembre 2010. Cette application en ligne à laquelle tout le monde peut accéder, grand public, organismes des Nations Unies, bailleurs de fonds et instances gouvernementales, fournit des informations financières actualisées sur les différents fonds ainsi que des données financières en temps réel.



Source : Bureau des fonds d'affectation spéciale multidonateurs/PNUD

VNU • LE BÉNÉVOLAT, VECTEUR DE CHANGEMENTS TRANSFORMATEURS

En 2010, 7 765 volontaires des VNU venus de 160 pays ont apporté leur appui aux activités de paix et de développement des partenaires des Nations Unies sur le terrain.

Quatre-vingt pour cent d'entre eux venaient de pays en développement et 37 % étaient des femmes. Près de 3 000 volontaires des VNU ont œuvré dans le cadre de missions de maintien de la paix et de missions politiques spéciales, pour appuyer, par exemple, les secours et les efforts de relèvement en **HAÏTI** et la tenue du référendum au sud-**SOUDAN**. Un millier d'autres ont participé à l'action humanitaire du Haut-Commissariat des Nations Unies aux réfugiés et ont travaillé avec des réfugiés et des personnes déplacées dans 76 pays, notamment en **COLOMBIE**, au **KENYA**, en **RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO**, au **SOUDAN** et en **SYRIE**. Dans le cadre du partenariat du Programme des VNU et du PNUD, quelque 2 800 volontaires ont apporté leur concours à l'élimination de la pauvreté, au progrès sur la voie de la réalisation des OMD, à l'amélioration de la gouvernance démocratique et aux activités de prévention des crises et de relèvement.

Le Service du volontariat en ligne du Programme des VNU a poursuivi sa

remarquable croissance en 2010. À ce jour, plus de 10 000 personnes ont entrepris 15 109 missions en ligne. Quelque 62 % des participants étant intervenus en ligne provenaient de pays en développement, 55 % étaient des femmes et 2 % des personnes handicapées.

À l'occasion de la Journée internationale des volontaires, le 5 décembre 2010, le Programme a lancé la campagne « Raconte : Volontaires pour les OMD » pour illustrer tout ce que le bénévolat peut faire pour accélérer les progrès de la réalisation de ces objectifs. Au cours de six semaines, la campagne a fait usage d'une combinaison de narrations sur vidéos provenant de volontaires, d'avis d'experts présentés dans le cadre d'entrevues et d'activités de diffusions par le biais des médias sociaux ; elle s'est achevée sur un festival du film international en ligne. Au cours de la campagne, on a recensé 20 300 utilisateurs actifs sur la page Facebook et 400 000 opinions par jour ont été affichées durant le festival du film international.

7 765
volontaires
sur le terrain

160
pays

80 %
originaires de pays
en développement

En 2010, pour la deuxième période biennale consécutive, le PNUD a été l'une des quelques entités des Nations Unies à obtenir une opinion favorable du Comité des commissaires aux comptes de l'Organisation sur ses états financiers pour la période 2008–2009.

Le PNUD intra-muros

CHANGEMENT INTERNE

PROGRÈS DE L'APPLICATION DU PLAN D'ACTION — Le Plan d'action du PNUD guide la mise en œuvre de grandes réformes stratégiques et opérationnelles qui en feront une organisation plus dynamique, plus efficace et plus efficiente, axée sur l'appui des programmes nationaux de développement et plus à même de tirer parti des connaissances mondiales pour instaurer des changements transformateurs.

Des processus administratifs plus efficaces

En 2010, le PNUD a rationalisé sa politique d'examen des achats. Les contrats d'achats de haut volume, précédemment examinés par plusieurs comités, ne le sont plus maintenant que par un seul. Par ailleurs, il a formulé de nouvelles directives pour l'embauche de consultants et de sous-traitants, a mis en place un groupe d'achats centralisé pour accroître l'efficacité de ces activités et a lancé un programme de certification externe en matière d'achats.

Ces modifications internes ont réduit d'un mois le temps consacré à la passation de contrats pour les marchés de moins d'un million de dollars et de six semaines pour ceux de plus d'un million de dollars.

Le PNUD a réduit
D'UN MOIS
le traitement des achats de moins d'un million de dollars.

répartis dans 5 domaines d'activité du Programme. Elles sont à la disposition de tous les bureaux de pays en cas de besoin, en particulier pour répondre aux urgences et aux crises.

Les politiques de procédures accélérées du PNUD pour les prestations dans les situations difficiles et urgentes ont été mises en pratique dans 24 bureaux de pays

Amélioration de la gestion des ressources humaines

Trois grandes initiatives ont été lancées pour aider à la sélection du personnel, au développement des carrières et à la fidélisation.

Le PNUD a agi résolument en vue d'accroître l'efficacité de la gestion de ses ressources humaines. Pour s'assurer que les postes essentiels soient pourvus promptement et de manière efficace, le PNUD a constitué des réserves de candidats et de candidates présélectionnés pour disposer d'une source à laquelle il peut puiser en cas de vacances de postes de direction.

Une autre grande initiative lancée au cours de l'année écoulée a été le Programme de perfectionnement des cadres et des capacités de gestion pour les cadres de niveau d'entrée et intermédiaire. Ce programme renforce les connaissances des cadres présents et futurs et leurs capacités en matière de direction et de motivation de leurs équipes.

Le PNUD s'est également doté d'un nouveau système d'évaluation des prestations dont l'approche simplifiée est plus axée sur les résultats organisationnels, l'apprentissage et le développement des carrières. Ce dispositif aligne les objectifs individuels sur ceux de l'organisation et encourage une collaboration encore plus étroite entre le personnel et la direction dans la gestion de plans de carrière.



Le personnel du PNUD participe à un cours de formation parrainé par le Bureau des ressources humaines. Ce cours fait partie d'un programme de perfectionnement des cadres qui vise à renforcer les aptitudes des cadres du PNUD, présents et futurs.

52%

Proportion de femmes dans le personnel du PNUD.

Au cours des cinq dernières années, le PNUD a fait de la parité des sexes une priorité dans les domaines de la planification, du suivi et de l'information sur l'organisation. Son personnel a atteint l'équilibre dans la proportion

d'hommes et de femmes, se composant aujourd'hui de 48 % d'hommes et de 52 % de femmes. En 2010, dans la catégorie des services généraux, les proportions ont basculé en faveur des femmes, de plus 16 %. À tous les échelons de la catégorie des fonctionnaires internationaux, des progrès constants ont été obtenus en matière de parité des sexes. Dans l'ensemble, les femmes représentent actuellement 45 % des effectifs dans cette catégorie, soit une augmentation de 3 % depuis 2008 et 10 % depuis 2005. Toutefois, pour les cadres intermédiaires et supérieurs, la proportion des femmes est encore en dessous de 40 %.

Amélioration des systèmes de gestion des connaissances

Le PNUD a recours aux TIC pour appuyer la gestion des connaissances, les communications stratégiques et favoriser une plus grande efficacité au sein de l'organisation. Il a lancé un système amélioré de partage des connaissances, dit Teamworks, qui est une plate-forme de connaissances orientée Web 2.0.

Notre nouvelle plate-forme intranet améliorée, Sharepoint, permettra de renforcer les processus administratifs internes, notamment la tenue des dossiers, les flux de travail standardisés et la gestion des documents.

Toujours dans le domaine des TIC, le PNUD prépare une refonte de son site Web externe qui offrira au public des informations de meilleure qualité, actualisées et plus facilement accessibles sur son travail. Ce site Web amélioré sera disponible en 2011.

Renforcement des partenariats

Prenant acte du rôle grandissant des grandes économies émergentes actives dans la coopération au développement, le PNUD a conclu des accords de partenariat avec les Gouvernements du Brésil, de la Chine et de la Turquie. En conséquence, il œuvrera avec ces pays pour partager les connaissances en vue de réduire la pauvreté et de promouvoir le développement durable dans tout le monde en développement.

Ressources

Les contributions volontaires aux ressources ordinaires (dites « de base ») du PNUD ont atteint 0,97 milliard de dollars en 2010 contre 1,01 milliard de dollars en 2009. Ces contributions restent difficilement prévisibles, tout particulièrement en raison de l'impact de la crise économique et financière mondiale et de la forte volatilité des taux de change.

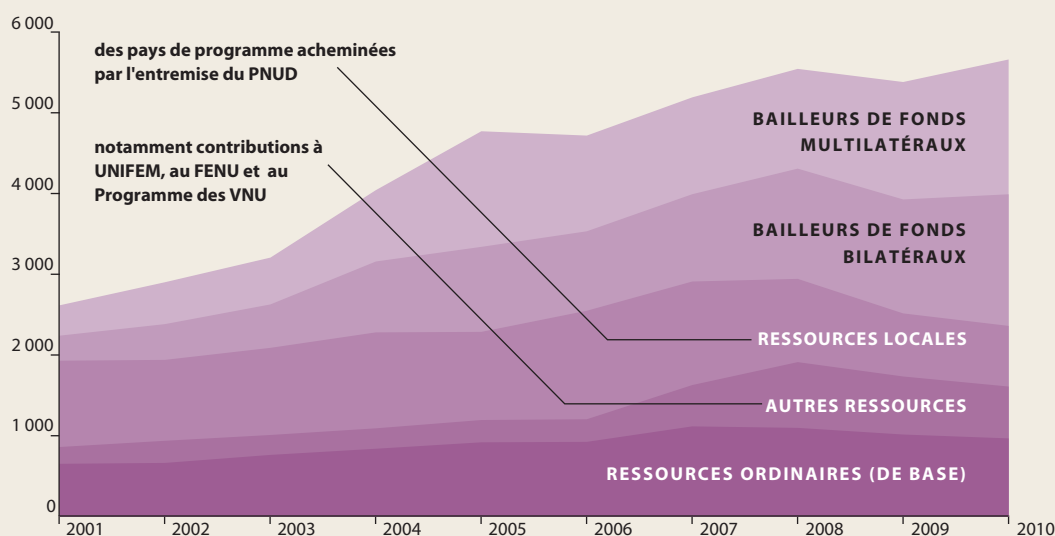
Le total des contributions affectées à des fins particulières (à savoir aux ressources « autres que les ressources de base ») provenant de partenaires bilatéraux et multilatéraux a atteint 4,05 milliards de dollars. Le PNUD continue d'être sollicité par les gouvernements pour les aider à obtenir, acheminer et gérer divers types de financements conformément aux priorités nationales. Le montant des contributions affectées à des fins particulières provenant de donateurs bilatéraux, pour la plupart d'États membres du Comité d'aide au développement de l'Organisation pour la coopération et le développement économiques, s'est élevé en 2010 à 1,63 milliard de dollars, soit une augmentation de 16 % par rapport à l'année précédente. Les ressources confiées au PNUD par les partenaires non-bilatéraux et les fonds multilatéraux ont atteint 1,67 milliard de dollars en 2010, soit une augmentation de 15 % par rapport à 2009. La Commission européenne, le Fonds pour l'environnement mondial et le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme

restent les partenaires multilatéraux du PNUD les plus importants en termes financiers. Les ressources locales acheminées par l'entremise du PNUD par les autorités des pays de programme ainsi que par les autres partenaires locaux à l'appui de leur propre développement national se sont élevées à 751 millions de dollars en 2010, soit une diminution de 4 % par rapport à 2009.

Les ressources affectées apportent un complément important aux ressources ordinaires du PNUD. Toutefois, l'aptitude du Programme à fournir des appuis opérants au renforcement des capacités en faveur du développement dépend d'une masse critique de ressources ordinaires pour soutenir l'application d'approches de gestion stratégiques et souples axées sur l'efficacité dans le long terme. Le développement est un défi qui s'inscrit dans la durée et qui exige une approche stratégique solide alliée à une aptitude à riposter aux crises et à saisir les opportunités. Dans un monde en rapide évolution, il est essentiel que le PNUD soit en mesure d'agir en tant qu'organisation tournée vers l'avenir et qu'il obtienne en matière de développement des résultats transformateurs ayant un impact réel sur les pays qu'il dessert. Le PNUD est fermement engagé à soumettre des rapports rigoureux sur les résultats à l'obtention desquels il contribue et à assurer l'emploi le plus effectif, efficient et transparent possible des ressources qui lui sont confiées.

Contributions versées au PNUD : 2001-2010

Classés selon leurs contributions aux ressources ordinaires • Chiffres préliminaires d'avril 2011 • en millions de dollars EU

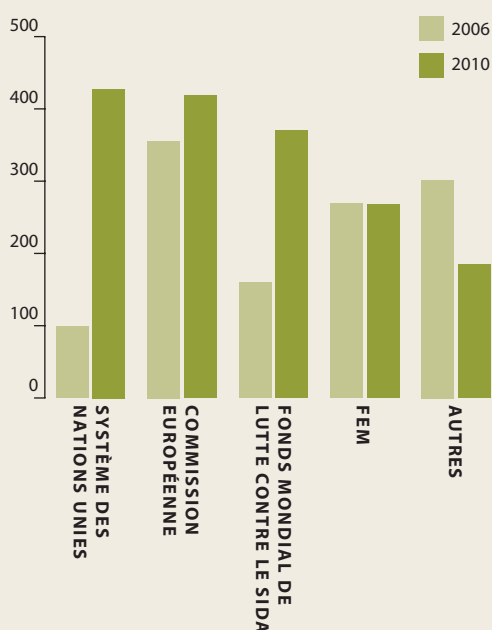


* Suite à la création d'ONU-Femmes en 2010, qui englobe UNIFEM, les revenus de cet organisme ne sont pas inclus dans les chiffres de 2010.

Source : PNUD/Bureau des partenariats

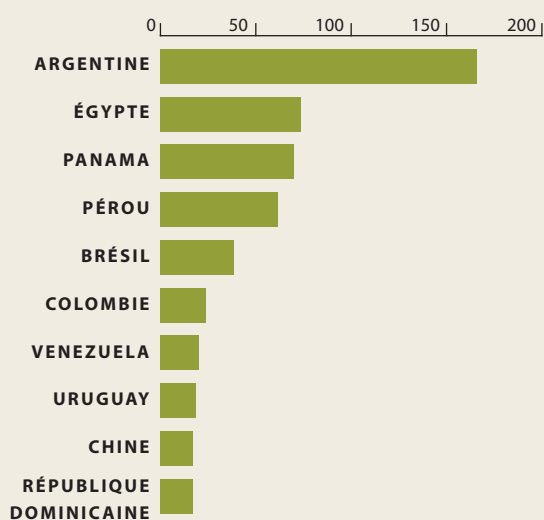
Premiers contributeurs aux autres ressources

Principaux contributeurs aux autres ressources • Chiffres préliminaires d'avril 2011 • en millions de dollars EU



Appui provenant de pays de programme

10 premiers pays contributeurs aux ressources locales en 2010 • Chiffres préliminaires d'avril 2011 • en millions de dollars EU



Recettes brutes 2010

Classés selon leurs contributions aux ressources ordinaires • Chiffres préliminaires d'avril 2011 • en dollars EU

BAILLEURS DE FONDS**	RESSOURCES		TOTAL DES RESSOURCES
	ORDINAIRES	AUTRES*	
Japon	73 317 744	353 415 145	426 732 889
États-Unis	99 330 812	322 141 964	421 472 776
Norvège	117 665 037	155 158 246	272 823 283
Royaume-Uni	85 364 650	183 069 523	268 434 173
Pays-Bas	121 457 490	91 357 189	212 814 678
Suède	88 017 778	88 571 180	176 588 958
Canada	48 377 691	108 887 877	157 265 568
Allemagne	29 491 846	94 518 830	124 010 676
Danemark	57 950 018	49 541 917	107 491 935
Suisse	55 785 124	22 622 814	78 407 938
Espagne	40 160 643	36 459 922	76 620 565
Australie	17 378 641	38 793 116	56 171 757
Finlande	25 706 595	18 675 188	44 381 783
Belgique	28 267 114	10 377 885	38 644 999
France	24 330 859	6 492 583	30 823 442
Italie	4 037 685	14 259 617	18 297 302
Irlande	10 727 497	3 388 202	14 115 698
Luxembourg	4 131 653	8 913 837	13 045 490
Nouvelle-Zélande	5 759 539	6 669 829	12 429 368
Autriche	6 515 785	5 354 427	11 870 212
République de Corée	5 000 000	4 362 867	9 362 867
Chine *	3 550 000	3 701 000	7 251 000
Inde *	4 603 928	2 080 000	6 683 928
Turquie *	1 100 000	2 312 645	3 412 645
Portugal	1 775 636	1 416 177	3 191 813
Arabie saoudite *	2 000 000	0	2 000 000

* Les chiffres indiqués pour la Chine, l'Inde, la Turquie et l'Arabie saoudite ne comprennent pas les sommes reçues pour les activités autonomes

** Classés selon les ressources totales

Source de tous les graphiques : PNUD/Bureau des partenariats

SIGLES ET ACRONYMES

AusAID	Agence australienne pour le développement international
CEN	Commission électorale nationale
CIRH	Commission intérimaire pour la reconstruction d'Haïti
FEM	Fonds pour l'environnement mondial
FENU	Fonds d'équipement des Nations Unies
GNUD	Groupe des Nations Unies pour le développement
HCR	Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
IDH	Indice de développement humain
OMD	objectifs du Millénaire pour le développement
ONG	organisation non gouvernementale
ONU-Femmes	Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation de la femme
PAM	Programme alimentaire mondial
PIB	produit intérieur brut
PMA	pays les moins avancés
PNUAD	Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement
TIC	technologies de l'information et des communications
UE	Union européenne
UNFPA	Fonds des Nations Unies pour la population
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
UNIRED	Division intégrée de l'appui aux référendums et aux élections
VNU	Volontaires des Nations Unies

CRÉDITS PHOTO

PHOTO DE

COUVERTURE : Tashi Tshering/WWF Bhoutan

PAGE 1 © Phaysal/PNUD

PAGE 3 Mariana Nissen/PNUD

PAGE 5 Jeff Liew/FENU

PAGE 8 PNUD-Inde

PAGE 10 EN HAUT : PNUD-Mexique
EN BAS : PNUD-Myanmar

PAGE 11 EN HAUT : PNUD-Éthiopie
EN BAS : PNUD-Liban

PAGE 13 Puntsag Densmaa/PNUD

PAGE 14 REUTERS/Joseph Penney

PAGE 16 DW Akademie pour le PNUD

PAGE 17 EN HAUT : Mohamed Amin Jibril/IRIN
EN BAS : David Khizanishvili/PNUD

PAGE 19 Faraja Kihongole

PAGE 22 Arne Hodalic

PAGE 24 EN HAUT : PNUD-Pakistan
EN BAS : PNUD-Kazakhstan

PAGE 25 Photo ONU/Martine Perret

PAGE 27 Anou Borrey/PNUD

PAGE 28 Tim Laman

PAGE 31 EN HAUT : © Tashi Tshering/WWF Bhoutan
EN BAS : Nataly Olofinskaya/PNUD

PAGE 33 © Andrei Liankevich

PAGE 37 Maureen Lynch/PNUD

PAGE 41 Oskar Lehner/PNUD

Publié par le Bureau des communications/
Bureau des partenariats
Programme des Nations Unies pour le développement
New York

Conception-maquette : AED Social Change Design

Impression : Colorcraft of VA

Traduction : Michel Coclet

Imprimé sur papier sans danger pour l'environnement
(exempt de chlore) avec des encres à base végétale.
Produit imprimé recyclable.

© PNUD, mai 2011

Pour de plus amples informations, veuillez vous adresser à votre bureau local du PNUD ou à l'un des bureaux suivants :

PNUD

**Bureau des communications/
Bureau des partenariats**
One United Nations Plaza
New York, NY 10017, E.-U.A
Téléphone : 1 (212) 906 5300

**Bureau de liaison du PNUD
de Washington**

1775 K Street, NW, Suite 420
Washington, DC 20006, E.-U.A
Téléphone : 1 (202) 331 9130
Télécopie : 1 (202) 331 9363

PNUD

Bureau européen
Palais des Nations
CH-1211 Genève 10, Suisse
Téléphone : (41-22) 917 8542
Télécopie : (41-22) 917 8001

**Bureau de liaison du PNUD
de Bruxelles**

Bureau des Nations Unies/PNUD
14 Rue Montoyer
B-1000 Bruxelles, Belgique
Téléphone : (32-2) 505 4620
Télécopie : (32-2) 505 4729

**Bureau de liaison du PNUD
pour les pays nordiques**

Midtermolen 3
PO Box 2530
2100 Copenhague O, Danemark
Téléphone : (45-35) 46 70 00
Télécopie : (45-35) 46 70 95

Bureau du PNUD de Tokyo

UN House, 8F
Jingumae 5-53-70
Shibuya-ku,
Tokyo 150-0001, Japon
Téléphone : (813) 5467 4751
Télécopie : (813) 5467 4753

**Centre d'appui régional du PNUD
pour l'Afrique orientale et australe**

7 Naivasha Road Sunninghill
PO Box X4
Johannesburg, Afrique du Sud 2157
Téléphone : (27-11) 603 5000
Télécopie : (27-11) 603 5087

**Bureau sous-régional du PNUD
pour l'Afrique occidentale et centrale**

Point E- Boulevard de l'Est
Dakar, Sénégal
Téléphone : 221 - 33 869 0620
Télécopie : 221 - 33 869 0689

Centre régional du PNUD du Caire

1191 Corniche El Nil, World Trade Centre
PO Box 982, Post Code 11599
Boulac, Le Caire, Égypte
Téléphone : (202) 2578 4840 - 6
Télécopie : (202) 2578 4847

**Centre régional du PNUD
de Bangkok**

United Nations Service Building
3rd Floor, Rajadamnern Nok Avenue
Bangkok 10200, Thaïlande
Téléphone : (66) 2288 2129
Télécopie : (66) 2288 3032

**Centre régional du PNUD
de Colombo**

23 Independence Avenue,
Colombo 7, Sri Lanka
Téléphone : (94-11) 4526 400
Télécopie : (94-11) 4526 410

**Centre régional du PNUD
pour le Pacifique**

c/o UNPD
Private Mail Bag
Suva, Fidji
Téléphone : (679) 331 2500
Télécopie : (679) 330 1718

**Centre régional du PNUD
Europe et Communauté
des États indépendants**

Grosslingova 35
811 09 Bratislava, République slovaque
Téléphone : (421-2) 59337 111
Télécopie : (421-2) 59337 450

**Centre régional du PNUD
au Panama**

Casa de las Naciones Unidas Panamá
Clayton, Ciudad del Saber
Apartado Postal 0816-1914z
Panama, République du Panama
Téléphone : (507) 302 4500
Télécopie : (507) 306 4500

↓ Réunion d'un groupe d'auditrices radio à Zanzibar (Tanzanie), au cours de la préparation des élections générales d'octobre 2010. Le PNUD, en collaboration avec ONU-Femmes, a formé 125 radio-journalistes communautaires et donné 1 500 postes de radio à divers groupes d'auditrices.





Programme des Nations Unies pour le développement
One United Nations Plaza
New York, NY 10017
Etats-Unis

www.undp.org/french